



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 119
20 OCTOBRE 1962

0,40 NF

■ LE PROBLÈME
MONÉGASQUE
(Page 2)

■ LE PLUS TOT
SERA LE MIEUX
(Page 3)

■ LES RÉPONSES
DU P.C. ET
DE LA S.F.I.O.
(Page 4)

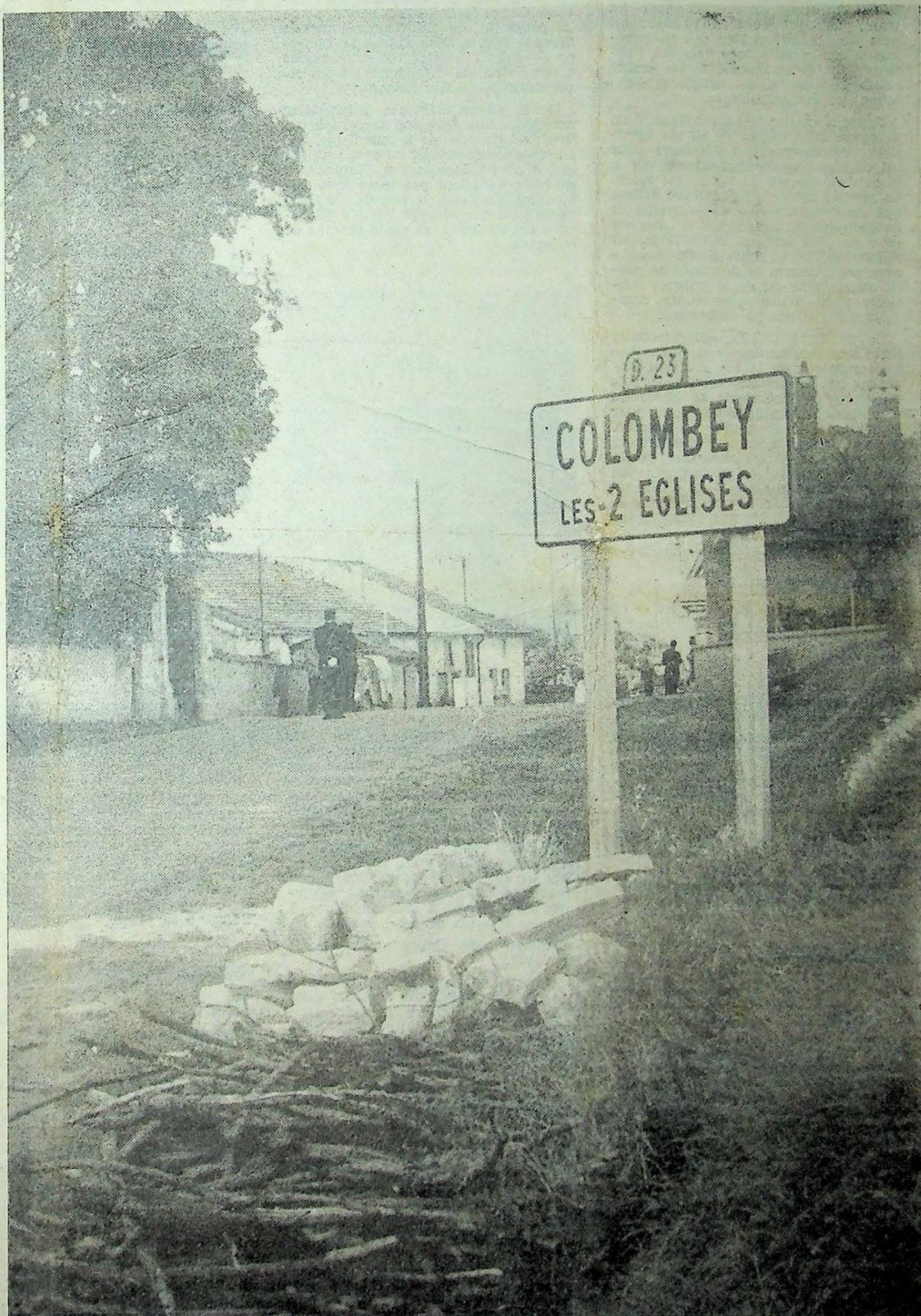
■ BEN BELLA
CHEZ CASTRO
(Page 5)

■ L'ARMÉE
ET LE GAULLISME
(Page 8)

■ LES CADEAUX
PRÉÉLECTORAUX
(Page 9)

■ THÉÂTRE : VICTOR
OU LES ENFANTS
AU POUVOIR
(Page 10)

■ LE YÉMEN
(Page 12)



(A.F.P.)

Le problème de la succession se posera de toute façon : pourquoi le suffrage universel ne prendrait-il pas les devants ?

TOUS à la Mutualité Jeudi 25 Octobre

L'horaire de papa

LA Caisse Nationale de Crédit Agricole est en émoi. La cause en est une note de service rappelant au respect de l'horaire. Ce n'est pas que le temps de travail soit plus long dans cet établissement. Mais une coupure de 2 heures pour le déjeuner oblige un grand nombre d'agents à un éloignement de chez eux de 8 à 20 heures.

La suppression des dérogations jusqu'alors accordées à ceux que cette situation gênait vraiment met en lumière, de façon particulièrement brutale, les effets désastreux du système : parents obligés de laisser de jeunes enfants devant l'école encore fermée, impossibilité pour beaucoup de faire leurs provisions à proximité de leur domicile, obligation pour certains banlieusards de renoncer au train commode et d'en prendre un plus tard ; sans parler des inconvénients communs à tous, tels que l'entassement dans les métros et trains bondés, l'attente démesurée à l'autobus, les embouteillages.

Payer d'un surcroît de fatigue, d'un dérèglement complet de la vie familiale une coupure de 2 heures pour un déjeuner généralement expédié à la cantine en 1/4 d'heure, c'est lourd. La grande masse du personnel estime que les conditions de vie actuelles et notamment le fait qu'on se loge de plus en plus loin de Paris imposent l'abandon de « l'horaire de papa » avec ses 2 heures de déjeuner au profit du système dit de la journée continue avec pause-casse-croûte comprise dans le temps de travail.

Le syndicat C.G.T., qui préconise cette solution, souligne également que les conditions de la vie moderne imposent et permettent tout à la fois une large réduction de la durée du travail mettant ainsi à l'ordre du jour la semaine de 35 heures en 5 jours. Si ce problème agite actuellement de façon très vive le personnel de la C.N.C.A., il ne lui est sans doute pas particulier. Ainsi nous a-t-il paru utile de le signaler à nos lecteurs et principalement à nos camarades fonctionnaires.

Le rêve

LU dans « Forces Nouvelles », sous la plume de Jean Teitgen :

« Je ne peux m'empêcher de rêver à cette définition (la nôtre) de la démocratie : l'organisation sociale qui tend à porter au maximum la conscience et la responsabilité civiques de chacun ».

Sans discuter sur la propriété des termes : Oui.

Mais pour faire quoi ? C'est là où le rêve nous semble précisément s'installer.

« Figaro » seul

M. ANDRE FROSSARD, qui fait « cavalier seul », tous les jours dans sa rubrique humoristique de la première page du « Figaro », a présenté à ses lecteurs le programme du nouveau parti qu'il vient de découvrir : le parti « social-dépulairadical ».

Il craint beaucoup que son programme ne soit flou. Il rend plus claire sa pensée, en présentant ce programme sous une forme joviale ; l'enseignement serait « librique ». Son principe : la « laïcité ». L'économie : « marxopitalisme ».

COURRIER DU P.S.U.

N° 21-22-23 40 pages Éléments du programme élaborés par le Conseil National (30 juin-1er juillet).
N° 24, spécial 48 pages Textes de bases pour le Congrès National.
L'EXEMPLAIRE 1,50 NF
 Paiement à la commande
 C.O.P. T.S. 53-26-65 Paris

Il n'est pas impossible, en effet, que beaucoup de lecteurs du « Figaro » ne penchent finalement pour le « Non » puisque M. Frossard prend la peine d'indiquer que cette coalition se fera sous le signe de trois flèches avec la devise « Non » : ce qui devrait horripiler son lecteur-moyen.

Il y a donc du Machiavel dans ce « cavalier seul ». Il a d'ailleurs signé ce programme de fantaisie : « pour copie conforme ».

GRACE et le camping

POUR certains, la guerre franco-monégasque sera effective. Ce ne sont que des bruits. La princesse Grace était à Paris pendant que la propriété de 150 hectares qu'elle possède sur la Côte d'Azur (« Monaco ») faisait l'objet de discussions vives entre ses intendants et les représentants du fisc français.

Grace est en effet une propriétaire originale. Elle loue son terrain à qui veut le louer. Or, ne le louent que des sociétés commerciales de tous les pays qui désirent échapper à l'imposition de leurs bénéfices par leurs fises nationales. En effet, le terrain de Grace ne paie pas d'impôt. Ainsi « Monaco » est devenue un vaste terrain de camping.



(A.F.P.)

Grace : Une propriétaire originale

Comme les vacances des campeurs — très nombreux (leurs tentes dissimulent la villa de Grace) — se prolongeaient depuis 1861, le gouvernement de la France a demandé à Grace, en 1951, de régulariser la situation fiscale de ses locataires d'occasion.

Le beau temps les retenant plus longtemps qu'il n'était prévu sur la Côte, il fut décidé qu'un bureau de perception français ouvrirait désormais ses guichets, à Monaco même, à tous les revenus de ces campeurs.

De son côté, Grace augmenterait son loyer.

Grace aimait bien ses campeurs. Le fisc français lui avait fixé un délai pour se décider. Ce délai expire sans qu'un accord soit intervenu. Nous ignorons l'origine de la difficulté : c'est une affaire de famille.

La blancheur U. N. R.

M. DE GAULLE va librement faire voter les Français pour le oui avec toute la radio et toute la télévision.

Un mois plus tard, nos députés U.N.R. vont se présenter devant leurs électeurs.

Voilà comment on prépare de bonnes élections dans l'Oise :

1. Distribution de Banania par tonnes. 2. Tombola : Dans le canton de Neuilly-sur-Thelle, à l'occasion d'une fête à Chambly (M. Quentin, maire, conseiller général, député U.N.R.), une tombola est organisée. Chaque carnet de 25 billets à 0,20 NF donne comme lot minimum une bicyclette. (Les billets se sont enlevés comme des petits pains.) 3. Collis aux vieux. 4. Voyage au Bourget. 5. Un poste de télévision par commune dans

la circonscription de Beauvais-Nord. 6. Un arrosage systématique de toutes les sociétés de pompiers, de tir à l'arc, de musique, de gymnastique à Beauvais-Nord. 7. La Légion d'honneur à M. Buisson, conseiller général de Formerie. Tous les électeurs du canton ont reçu une invitation portant un numéro. Le jour de la remise de la Légion d'honneur, tombola gratuite avec ces numéros. Lots : une Simca 1000 ; 50 Mobyettes. Champagne et mangeaille à discrétion.

J'en passe et des meilleurs.

Qui paie ? M. Dassault, député U.N.R., avec notre argent de contribuables puisque la V^e généreuse lui commande des avions aussi inutiles que des lance-pierres au temps de la guerre atomique.

Avec l'U.N.R., vous aurez un référendum, vous aurez des élections les plus propres du monde.

Curieux, curieux

L'École Normale de Versailles, le sous-directeur a proposé un curieux devoir d'études aux jeunes élèves débutants. Présenté sous forme de questions.

- 1) Si vous étiez à l'étranger comment qualifieriez-vous votre gouvernement ?
- 2) Quel est le trait fondamental de la société française d'aujourd'hui ?
- 3) Expliquez ce qu'appareil signifie ?

Cette dissertation indiscrette semblait plus destinée aux services de M. Frey, qu'à ceux de l'enseignement laïque, publique et républicain. Sans doute s'agissait-il d'un sondage d'avant référendum.

Du bien

« Il est bien réconfortant dans ce monde des affaires où tout est intéressé, d'assister à un tel mouvement de générosité ».

C'est la XIII^e exposition : « Le Cadeau de l'Entreprise ».

« Hélas ! il ne s'agit pas de cela et le vieux dicton populaire « les affaires sont les affaires » trouve ici son véritable sens ».

Celui-ci :

M. Patrick Boucher qui comparait cette semaine au bas de l'article intitulé « Générosité fonctionnelle » du numéro de « Forces Nouvelles » (hebdomadaire du M.R.P.), devra, sans doute se résigner très vite à ce grand mouvement de Cupidité Universelle qui a entraîné, depuis toujours, l'humanité à sa perte.

La grève morte

PREMIERE réunion dimanche 7 octobre, à « l'Hôtel Lutétia » de la Confédération des Syndicats libres pour l'Union de l'Europe ».

« Aux Ecoutes » expose que cette réunion est le signe de l'intense besoin de renouvellement éprouvé par les syndicalistes réfléchis ».

Nous constatons qu'ils ont pris l'idée d'Europe pour axe d'action. « Qu'ils se veulent davantage constructeurs que revendicateurs ».

Nous regrettons « qu'ils estiment périmé le recours à la grève et que la « notion de travail bien rémunéré passe avant celle de travail limité ». Nous comprenons alors « qu'ils se veulent totalement étrangers aux options politiques ». Qu'est-ce que l'action politique, en effet, pourrait leur apporter que leurs patronats ne leur accordent ?

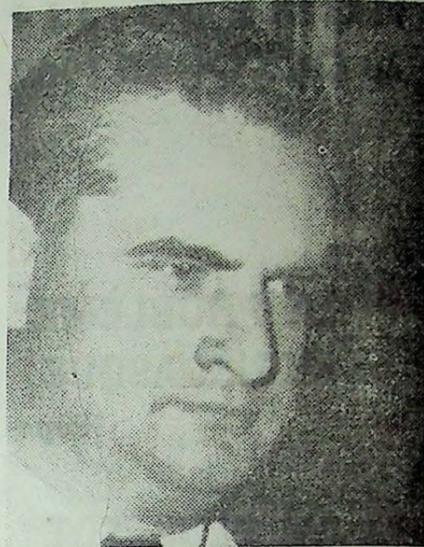
Alors pourquoi ont-ils besoin d'affirmer leur liberté ? Ils sont « libres », disent-ils.

Mais de quoi ? De l'usage de leur week-ends ?

Est-ce si sûr ?

Les élections à la R.T.F. (suite)

LES téléspectateurs ne sont pas tous des bœni-oui-oui. Un grand nombre d'entre eux semblent même décidés à être des bœni-non-non. Il paraît, en effet, que, le mardi 5 octobre, après le discours radio-télévisé de Fouchet, « ministre de l'Information » (sic), le téléphone des journaux parlés et télévisés était en-



(A.F.P.)

M. Christian Fouchet

combré par les appels des téléspectateurs.

Ignore-t-on à la R.T.F., disaient-ils en substance, que la campagne électorale ne commence que le 28 octobre ?

Un correspondant aurait même demandé lui aussi à bénéficier des ondes pour faire connaître son point de vue, « estimant que M. Fouchet, ministre renversé, n'était plus qu'un citoyen comme les autres ».

— 0 —

On a vu que le P.S.U., n'ayant pas un « groupe parlementaire constitué à l'Assemblée nationale ni au Sénat », se trouve éliminé de la campagne du référendum, notamment à la R.T.F. On pense, dans ces conditions, que M. Fouchet ne manquera pas d'exempter les membres du P.S.U. de la taxe radiophonique sur présentation de leur carte du Parti...

Le billet de Jean Binot :

L'INTERIMAIRE

ÇA y est ! Le record détenu par l'Information — à savoir le nombre des excellences qui se sont succédé au fauteuil depuis 1958 — vient d'être pulvérisé par l'Education nationale qui touche ces jours-ci son huitième titulaire !

Lequel ne veut être qu'intérimaire, ainsi qu'il sied en une époque de stabilité, de continuité, d'autorité... Berthoin, Bouloche, Guillaumet, Debré soi-même — ces deux-là en qualité d'extra — puis Joxe, Paye, Sudreau, et de nouveau Joxe... Manque personne ?

De ce train, il y en aura un neuvième d'ici la fin de l'année, ce qui établit la moyenne de longévité ministérielle à six mois pour les successeurs de Fontanet, sous la présente monarchie.

Un homme d'affaires vous dirait qu'une entreprise capable de changer de patron deux fois l'an est une curieuse entreprise — disons plus tristement qu'en vérité, ce n'est plus seulement le ministre qui est intérimaire, mais l'institution elle-même, incapable qu'elle est d'organiser des manœuvres à grand spectacle, mais qui est tout de même de la revue.

Le plus tôt sera le mieux

COMME on pouvait s'y attendre, le grand argument des propagandistes des « oui », c'est l'épouvantail du départ de de Gaulle. Lui-même a indiqué ce thème de campagne à la fin de son allocution du 5 octobre. Depuis, ministres et leaders U.N.R. le reprennent les uns après les autres. D'ici au 28 octobre, on nous le répétera sur tous les tons.

Personne sans doute, à l'exception des mystiques du gaullisme, personne ne croit plus que la France soit vouée aux plus terribles catastrophes au cas où de Gaulle retournerait à Colombey-les-Deux-Eglises. Mais l'argument porte dans la mesure où l'opinion redoute que le succès des « non » n'ait d'autre résultat que le retour à d'anciennes combinaisons dont l'histoire de la IV^e République a prouvé l'incohérence, l'impuissance et la fragilité. Que l'on trouve mêlés, pour répondre « non », les nostalgiques de l'Algérie française, les survivants du poujadisme, les conservateurs, et toutes les forces démocratiques, cela n'a en soi rien de déconcertant : à force de tromper tout le monde, on finit par avoir tout le monde contre soi. C'est de Gaulle seul qui est responsable de cette conjonction. Aussi l'argument déjà ancien : « Vous votez comme l'O.A.S. », n'a-t-il aujourd'hui plus de force.

Mais il est vrai que pour donner au « non » les plus grandes chances de succès, il faut montrer au pays que le départ de

de Gaulle n'a pas nécessairement pour conséquence le vide politique ou le retour en arrière. Tel est le sens des propositions du P.S.U., qui ont été présentées dans notre précédent numéro. De récentes manifestations dans le pays montrent que ces propositions répondent à l'attente des masses populaires.

Contre la propagande gaulliste, les leaders des partis qui ont renversé le gouvernement Pompidou n'ont au contraire trouvé qu'une bien faible parade. Si de Gaulle est battu le 28 octobre, disent-ils, il doit rester en place et, en bon démocrate, s'incliner devant le verdict du suffrage universel.

Il est fort douteux qu'eux-mêmes prennent l'argument au sérieux. Ils savent bien, comme tout le monde, que de Gaulle ne s'accommoderait pas d'une telle situation. Puisqu'ils sont aujourd'hui contraints de reconnaître que le référendum du 28 octobre, plus encore que les précédents, n'est rien d'autre qu'un plébiscite, ils ne peuvent s'arrêter à mi-chemin et doivent accepter les conséquences logiques de leur nouvelle attitude, c'est-à-dire engager le combat contre de Gaulle lui-même, et contre son système. Bon gré, mal gré, ils y sont conduits par les événements.

Du reste, le maintien au pouvoir de de Gaulle, quelles qu'en soient les conditions,

même avec une majorité de « oui », c'est la plus mauvaise des solutions. Le succès, si faible fut-il, encouragerait de Gaulle à poursuivre sa lutte contre les partis, contre les assemblées parlementaires, et, par la suite, contre toute forme de représentation populaire. Lui aussi s'est condamné à ne pas s'arrêter à mi-chemin. S'il reste au pouvoir, il ne pourra pas ne pas entrer en conflit permanent avec la nouvelle assemblée, où les « inconditionnels » seront moins nombreux que dans l'Assemblée dissoute. Ce n'est pas à mon âge, disait-il à peu près en mai 1958, que l'on songe à commencer une carrière de dictateur. Admettons la sincérité du propos : il n'en reste pas moins que sa conception du pouvoir, son affrontement avec les partis, le conduisent nécessairement à accentuer le caractère autoritaire de son régime. Il est pris dans l'engrenage qu'il a mis en mouvement il y a quatre ans.

Il faut épargner au pays cette longue crise et une série de redoutables secousses. Depuis longtemps on répète que la disparition de de Gaulle posera un redoutable problème de succession. Mieux vaut encore le régler au plus vite, et, puisque l'occasion nous en est offerte, par les suffrages populaires, plutôt que dans la surprise et la confusion. Il faut dire non à de Gaulle, et tout de suite.

Robert VERDIER.

La campagne pour le NON

PARLANT à Neuville-sur-Saône (Rhône), dimanche 14 octobre, M. Daniel Mayer, président de la Ligue des Droits de l'Homme, a déclaré :

« Notre « non » n'a rien de commun avec celui de l'O.A.S. et des adversaires de la République. Il doit devenir un « non » constructif. Nous ne devons pas laisser les apparences du monopole de la défense de la République à ceux dont il n'est pas l'heure d'analyser les responsabilités antérieures.

« La question posée par le chef de l'Etat étant purement artificielle, il convient de définir les vrais problèmes qui angoissent la nation et qui ont trait à l'économie, à l'enseignement et au civisme sur le plan intérieur et à la force de frappe, au Marché commun et aux concours de l'Europe sur le plan extérieur. »

Le même jour, à Saint-Brieuc, quarante mille personnes ont participé à un grand rassemblement laïque organisé dans le cadre de la quinzaine de la défense de l'école publique. Tous les orateurs ont saisi cette occasion pour dénoncer les dangers du pouvoir personnel. Le rassemblement de Saint-Brieuc montre que, par-delà le problème laïque, l'union de la gauche, contre le pouvoir personnel et pour la constitution d'une démocratie nouvelle, est la seule force qui puisse s'opposer efficacement au gaullisme et offrir une solution de rechange.

Du côté des organisations syndicales ouvrières, de même, les prises de position en faveur du « non » se multiplient.

L'union des syndicats F.O. de la région parisienne s'est prononcée pour le

« non » en précisant que : « cette position ne saurait être interprétée comme une acceptation quelconque du retour à la situation d'avant 1958 ».

Du côté de la C.F.T.C., on enregistre également des prises de position dans le même sens :

L'union de la Loire-Atlantique déclare que le prochain référendum « n'est qu'une nouvelle étape vers un pouvoir de plus en plus personnel ».

Le congrès des industries chimiques C.F.T.C. a voté le texte suivant : « Le congrès rejette la réforme constitutionnelle, objet du prochain référendum, et appelle les travailleurs à œuvrer pour un régime qui garantisse et développe leurs libertés et leurs responsabilités. »

Enfin, des manifestations d'ouvriers de la gauche, sur le mot d'ordre du « non », ont lieu de plus en plus souvent. En voici, parmi d'autres, deux exemples à rapprocher de la manifestations de Saint-Brieuc :

● A Lyon, le Comité d'action laïque du Rhône a organisé vendredi soir, à la Bourse du Travail de Lyon, un meeting destiné à préparer la grève scolaire du lendemain. Sept orateurs (communiste, P.S.U., radical, S.F.I.O., C.G.T., F.O. et S.N.I.) ont réclaté une véritable « démocratisation » de l'enseignement. Une « résolution » a été adoptée à l'unanimité, invitant « la masse des laïcs à voter « non » au référendum préparant un régime qui sonnerait définitivement le glas de l'école publique.

● A Mont-de-Marsan, les responsables départementaux du parti communiste, du P.S.U. et de la S.F.I.O., du parti ra-

dical, de l'U.D.S.R., du Mouvement de la Paix, de la Ligue des Droits de l'Homme, de l'A.R.A.C., du Comité d'action de la Résistance, de l'Union des syndicats C.G.T., de la Fédération des

exploitants C.G.A., de l'Association des fermiers et métayers, de la F.E.N., du S.N.I., du S.N.E.E., etc., ont décidé, notamment de faire afficher un appel à la population, la conviant à dire « non ».

MISE AU POINT

À la différence des autres journaux parisiens, Le Monde a consacré une place importante à la conférence de presse que nous avons tenue le 10 octobre à l'hôtel Pont-Royal. Ce dont nous lui savons gré. Malheureusement, un passage des déclarations faites par notre camarade Gilles Martinet a été coupé sur le « marbre », de telle manière que sa signification en a été complètement transformée.

Le représentant du Monde avait posé la question suivante :

« Vous avez adressé votre lettre à la S.F.I.O. Mais la réponse qui lui sera donnée ne paraît faire aucun doute. Croyez-vous sérieusement que la S.F.I.O. puisse, comme vous le lui demandez, condamner l'union nationale ? »

Et voici la réponse faite par Gilles Martinet :

« Nous ne nous faisons, en effet, aucune illusion sur ce que fera maintenant la S.F.I.O. Ce

parti ne songe qu'aux gains électoraux qu'il est susceptible de réaliser à travers de multiples accords, y compris avec les Indépendants. Mais qui bénéficiera finalement de cette opération ? Ce n'est pas la S.F.I.O., c'est la droite, aujourd'hui divisée entre gaullistes et anti-gaullistes, mais probablement ressoudée demain. Après avoir fait ainsi la courte échelle aux partis réactionnaires, la S.F.I.O. reviendra sans doute à sa « tactique de l'union de la gauche non communiste, tactique qui risque d'ailleurs de la conduire à nouveau vers des alliances avec la droite, car on ne peut faire surgir une « alternative de gauche » tant que l'on prétend effacer de la carte politique les forces représentées par le parti communiste. Mais, cette fois, la conversion de la S.F.I.O. sera plus difficile à opérer. Il ne sera plus possible à ses leaders de fuir un dialogue que leur imposeront les circonstances. C'est pourquoi nous avons voulu prendre date dès aujourd'hui ».

Réponses du Parti Communiste et de la SFIO aux propositions du PSU

NOUS avons publié dans notre précédent numéro le texte de la lettre que le P.S.U. avait adressée à diverses organisations syndicales, à la Ligue des Droits de l'Homme, à la S.F.I.O. et au P. C. pour les inciter à organiser en commun la campagne du référendum, à envisager un accord pour opposer aux candidats de la droite et du pouvoir personnel un candidat unique de la gauche.

Nous publions aujourd'hui les deux réponses que nous avons reçues au moment de mettre sous presse : celle du parti communiste et celle de la S.F.I.O.

Il va de soi que nous n'entendons pas nous laisser entraîner sur le terrain d'une polémique fort contestable et

fort peu opportune où s'est engagée la S.F.I.O. Est-il besoin, par exemple, de relever le ridicule d'une prétendue complicité du P.S.U. avec le pouvoir gaulliste ? Il nous est trop facile de rappeler que notre parti n'a jamais eu aucune part aux opérations qui ont amené de Gaulle au pouvoir.

Ceci dit, nous tenons à souligner que notre tactique d'union de la gauche, ainsi que nous en avons déjà beaucoup de témoignages, a pour effet d'amener à voter « non » de nombreux électeurs qui, s'ils sont prêts à s'opposer au général de Gaulle et au pouvoir personnel, n'entendent pas se trouver condamnés, du même coup, à sortir de la crise du régime gaulliste par un retour aux anciennes conditions de la IV^e République.

REPONSE DU P.C.

Paris, 16 octobre

Cher camarade,

Nous avons bien reçu votre lettre du 8 octobre 1962.

Comme nous vous l'avons dit lors de notre récente rencontre, nous sommes toujours prêts à examiner avec vous les problèmes de l'union de toutes les forces démocratiques dans la lutte pour le NON au plébiscite. Tous nos efforts tendent en effet à la réalisation de cette union.

Nous avons pris connaissance avec intérêt des « éléments de programme » joints à votre lettre. Nous y avons trouvé avec plaisir des propositions importantes qui coïncident avec celles qui sont contenues dans notre projet de programme que nous vous avons soumis après nos XV^e et XVI^e congrès de 1959 et 1961. Nous sommes toujours disposés à procéder à tous les échanges de vues nécessaires à l'élaboration d'un programme démocratique commun à toutes les forces ouvrières et démocratiques.

En ce qui concerne les prochaines élections législatives, le parti communiste présentera un candidat dans chaque circonscription. Au deuxième tour, nous maintiendrons notre candidat partout où il aura été désigné par le suffrage universel pour battre le candidat du gaullisme ou de la réaction. Ailleurs, nous ferons tout pour contribuer à l'échec du pouvoir personnel ou de la réaction.

Encore une fois, nous sommes prêts à vous rencontrer pour examiner l'ensemble de ces questions. Nous n'avons pas de plus ardente volonté que celle de la

« L'Egypte en mouvement »

« **L'EGYPTE EN MOUVEMENT** », de Jean et Simonne Lacouture, vient d'être réédité aux Editions du Seuil. La présente édition, profondément remaniée, comporte, d'autre part, une sixième partie additionnelle intitulée « Le Tapis magique ». On y trouve trois chapitres nouveaux :

- I. — Une nouvelle hégire.
- II. — Vie et mort de la R.A.U.
- III. — La « troisième Révolution ».

REPONSE DE LA S.F.I.O.

Paris, le 13 octobre 1962

Camarade,

Nous avons pris connaissance de votre « lettre aux organisations de gauche » transmise le 8 octobre.

Malgré vos attaques, et souvent malgré les injures de votre presse ou de certains de vos militants, nous avons accepté à plusieurs reprises de vous rencontrer. En décembre et janvier, nous avons même tenté avec diverses organisations démocratiques, politiques ou syndicales de rechercher avec vous un terrain d'entente pour une action limitée et précise.

Vous n'ignorez pas, et vous ne sauriez feindre d'ignorer, que la première de nos préoccupations est de parvenir à rassembler dans une action commune et sur un programme d'action commun tous les démocrates de gauche.

Vous savez également que nous nous refusons à accepter votre conception des rapports avec le parti communiste. Ni le XXII^e congrès, ni la déstalinisation n'ont modifié fondamentalement la nature des di-

vergences capitales, entre l'idéologie du communisme totalitaire et la démocratie socialiste. Vous ne sauriez entretenir dans ces conditions aucun espoir de nous voir modifier à court ou à long terme notre attitude. Il en résulte, et vous en êtes pleinement conscient, que vos invitations à réaliser un Front commun avec le P.C. restent et resteront sans effet.

Vous savez encore que la sauvegarde de la démocratie et la lutte pour assurer le fonctionnement normal du régime parlementaire nous apparaissent comme primordiales. Dans les conditions historiques où nous œuvrons, il est illusoire ou mensonger de prétendre mener la bataille pour la démocratie socialiste en se refusant à tout faire pour assurer d'abord l'échec des entreprises dirigées contre le régime représentatif.

Malgré cela, vous vous adressez une fois de plus à nous en même temps qu'au parti communiste et à ses filiales.

De surcroît, vous défigurez sciemment la politique de notre parti en recouvrant de l'étiquette « d'Union Nationale » le regroupement que nous avons réalisé face au pouvoir personnel. Vous utilisez à notre encontre les arguments mêmes utilisés par le pouvoir et vous ne sauriez trouver de meilleures preuves de sa reconnaissance que dans la large place que les commentateurs de la radio et de la télévision officielles vous accordent.

Confronté aux menaces d'évolution du régime vers la monarchie autoritaire, le parti socialiste S.F.I.O. a démontré son efficacité tandis que votre propre action engendrait le scepticisme, faisait croire à la division de la gauche démocratique et éloignait du combat de bons républicains et de bons socialistes.

C'est tout de même grâce à nous et grâce à l'entente réalisée sur le thème précis de la restauration du contrôle parlementaire dans un régime de stabilité que de Gaulle a dû enregistrer un échec retentissant. Ce n'est qu'en poursuivant dans la même voie que nous parviendrons à écarter définitivement la menace, puis, avec le concours de tous les démocrates de gauche, s'ils le veulent, à refaire la République.

Votre lettre démontre, hélas ! que vous ne faites aucun effort dans la voie d'un accord avec nous.

En outre, l'expérience des discussions antérieures nous a suffisamment appris que les soucis de votre propre propagande l'emportent toujours sur la recherche du résultat positif. Pris par l'action, nous ne saurions donc, actuellement, distraire le temps nécessaire à des controverses aussi interminables qu'inutiles.

Je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments socialistes.

Georges Brutelle,
Secrétaire général adjoint.



BEN BELLA CHEZ CASTRO

QUAND ces lignes paraîtront, Ben Bella, après avoir passé quarante-huit heures à La Havane, sera rentré à Alger. Son « périple américain » (l'O.N.U., Washington, Cuba) le leader algérien l'aura d'ailleurs parsemé de déclarations qui contribuent à dessiner la politique qu'il entend mener.

Du discours prononcé à l'O.N.U., après l'entrée officielle de l'Algérie à

l'organisation internationale, il faut retenir trois points principaux :

1° Ben Bella a réaffirmé son intention d'observer les accords d'Evian, ce qui n'exclut pas « certains aménagements » tels que le chef du gouvernement algérien les avait évoqués avant son départ pour New York. Voilà pour la France et les Occidentaux;

2° Il a fait une profession de foi panarabe déclarant notamment sa

solidarité avec les « frères de Palestine ». Cela c'est le petit clin d'œil à Nasser qui sera bientôt le premier chef d'Etat étranger à visiter l'Algérie indépendante;

3° Le leader algérien a rendu hommage à tous les peuples encore en lutte contre le colonialisme (Angola, Afrique du Sud, Rhodésie, etc.). Ce qui, à l'O.N.U., est toujours un effet de tribune payant.

En un mot, Ben Bella a voulu plaire et rassurer. Il semble y être parvenu dans la mesure où il s'est cantonné dans des généralités sans périls.

La « voie castriste »

Plus intéressante a été sa déclaration du surlendemain précisant que l'Algérie choisissait la « voie castriste ». Dire cela deux jours avant d'aller à la Maison-Blanche ne manquait pas de courage... ou d'arrière-pensée, car dès lors il y avait danger de voir l'Algérie « se dévoyer à son tour », les Etats-Unis pourraient se montrer plus compréhensifs.

Peu importe, ce qui est digne d'attention c'est de considérer s'il y a réellement aujourd'hui une « voie castriste » pour l'Algérie et, partant, un possible destin commun. Certes, des points de ressemblance ne manquent pas, mais les divergences non plus entre Castro et Ben Bella, entre l'Algérie et Cuba :

Les points communs d'abord : Ben Bella et Castro sont tous deux des héros de l'indépendance et de l'anti-colonialisme; Cuba et l'Algérie sont l'un et l'autre des pays sous-développés.

Une unité géo-politique, le Maghreb

Mais Ben Bella ne possède pas, en Algérie, l'autorité incontestée de Fidel à Cuba. L'Algérie n'a pas non plus la culture politique, ni surtout la personnalité marxiste (qu'on se souvienne de son passage à l'O.N.U. du Cubain.

Le régime algérien demeure et semble appelé à demeurer pour un certain temps encore largement influencé par la bourgeoisie nationaliste locale.

Géographiquement et stratégiquement, la situation est très différente : certes, l'Algérie a son Guantanamo (en l'occurrence Mers-el-Kébir), mais



(Cliché TRIBUNE.)

Pour son premier grand voyage, Ben Bella, a voulu essentiellement plaire et rassurer.

elle est insérée dans une unité géopolitique, le Maghreb.

Enfin, sur le plan international, l'Algérie est moins « engagée » que Cuba ne l'a jamais été. La halte à Washington le prouve assez.

Ainsi, pour l'instant, la « voie algérienne » paraît-elle difficilement suivre la « voie castriste », sinon à un niveau extrêmement superficiel, dans la phraséologie et le « pittoresque politique ». C'est d'ailleurs regrettable.

Georges Batelier.

LE RAPPROCHEMENT SOVIÉTO-YOUGOSLAVE



(A.F.P.)

M. Brejnev (à gauche) accueilli par le maréchal Tito...

Le récent voyage de Léonid Brejnev, président du Soviet suprême de l'U.R.S.S., n'a pas été une simple visite de courtoisie. Il s'inscrit en fait dans le contexte d'une politique de rapprochement poursuivie depuis quelque temps par N. Khrouchtchev. Comme on le sait, la deuxième rupture entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie avait eu lieu en 1958 par suite du refus yougoslave de réintégrer le camp soviétique tel qu'il était. Dans le programme adopté par le Congrès de la ligue des communistes, les Yougoslaves avaient préconisé, en effet, un très grand assouplissement des liens entre les Etats et les partis communistes.

Leurs conceptions du développement social, tant dans les pays construisant le socialisme que dans les pays capitalistes, s'opposaient en outre sur beaucoup de points aux conceptions soviétiques (problème de la gestion ouvrière, de la décentralisation, des voies du socialisme dans les pays occidentaux).

Depuis, pas mal d'eau a coulé sous les ponts. Engagé dans une politique réformatrice, Khrouchtchev a vu se dresser contre lui des adversaires plus ou moins nostalgiques du stalinisme (en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires), ce qui a fait placer au premier plan la lutte contre le dogmatisme. De plus, les succès relatifs de la politique souple suivie en Pologne et en Hongrie par Gomułka et Kadar, alors que l'Allema-

gne de l'Est et même la Tchécoslovaquie voyaient se multiplier leurs difficultés, ont montré que le renforcement des pouvoirs communistes ne passait pas forcément par une ligne dure.

Tout cela, par conséquent, devait amener les dirigeants soviétiques à ne plus voir dans « le révisionnisme » yougoslave le principal danger. D'où une tentative de rapprochement prudente, d'autant plus bienvenue pour les Yougoslaves que ceux-ci ne dissimulent pas leurs craintes devant l'évolution politique et économique (Marché commun) de l'Europe occidentale. Nous n'en sommes évidemment qu'à un début et il serait erroné de vouloir prophétiser un rapprochement plus étroit. Celui-ci ne doit pourtant pas être exclu, étant donné l'évolution de la politique soviétique aussi bien à l'égard de problèmes intérieurs comme l'agriculture (1), et la participation des masses à la vie politique qu'à l'égard des problèmes du communisme international (conférence de Moscou sur le Marché commun). Le voyage de Tito en U.R.S.S. peut réserver quelques surprises.

J.M. Vincent.

(1) A en croire La Pravda, l'U.R.S.S. semble s'orienter vers une restructuration profonde des kolkhozes faisant appel à l'intérêt des paysans, au besoin en leur confiant la responsabilité (individuelle ou familiale) d'une partie des terres collectives.

Souscription électorale

Le P.S.U. est riche de dévouement, de foi, d'ardeur combattive. Il est matériellement pauvre.

Il a besoin de ses amis, de ses militants pour mener une rude bataille contre le pouvoir personnel et tous les conservateurs avoués ou honteux.

Répondez à notre appel. Envoyez votre obole à Maurice Klein, 37, rue de Trévis, Paris-9^e (C.C.P. 4435-35 Paris).

Répandez partout des listes de souscription. Faites des collectes. Ne perdez pas de temps. Donnez-nous les munitions qui nous sont indispensables.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.
Maurice KLEIN,
Trésorier national du P.S.U.

vient de paraître

pierre mendès france
la république moderne

nrf

collection idées

2^{NE} 90

UNE organisation gaulliste, « Le Mouvement pour la Communauté », déclarait récemment : « Les vrais dirigeants du pays qui détiennent déjà les rênes de leurs professions, de leurs syndicats, de leurs assemblées locales trouveront aux élections la possibilité de se substituer aux professionnels des motions de censure. Le référendum et les élections seront pour eux l'occasion voulue par de Gaulle. »

Qu'en est-il réellement ? Les dirigeants des organisations syndicales, notamment, voient-ils dans le gaullisme, dans les projets constitutionnels du général de Gaulle les moyens d'une rénovation indispensable à la suite des échecs de la IV^e République ?

Cela se saurait. Il est remarquable que les hommes du régime n'aient jamais pu acquérir une influence notable dans les syndicats. A la veille de ce nouveau référendum-plebiscite, réserves et opposition sont à peu près générales dans les centrales.

C'est ainsi que le conseil confédéral de la C.F.T.C., après avoir déclaré qu'une centrale syndicale « a le devoir d'aider l'opinion publique à prendre conscience d'une vie démocratique réelle », après avoir rappelé qu'en 1959 un congrès C.F.T.C. avait prévu que « le nouveau régime évoluerait dans un sens autoritaire », n'a pas craint d'affirmer que le prochain référendum constitue « une nouvelle étape dans l'établissement d'un pouvoir de plus en plus personnel ».

La C.F.T.C. n'a pas participé à la réunion des organisations politiques et syndicales mise sur pied par la S.F.I.O. quand fut connu le projet de référendum. Elle ne se refusait pas à un échange de vues, mais n'entendait pas se lier à une coalition politique, en l'occurrence à la fameuse coalition de l'Alma, qui va de Mollet à Pinay, et dont les équivoques font à merveille le jeu du gaullisme.

L'U.N.E.F. a réagi de façon à peu près semblable. A noter toutefois que si les partisans du pouvoir personnel sont peu nombreux en milieu étudiant, la remontée des « vieux singes » (selon l'expression pittoresque de notre ami Montariol au dernier Comité politique national) est de nature à faire hésiter certains jeunes entre le « non » et l'abstention.

F.O. et F.E.N. ont été représentées à la réunion de la S.F.I.O. mais observent, elles aussi, une prudente réserve, au moins en ce qui concerne la liaison avec les partis, car leurs cadres ne sauraient être suspectés de gaullisme. Si le bureau confédéral de F.O. entend « laisser aux adhérents leur totale liberté d'appréciation et d'expression », la C.E. confédérale considère que « l'élimination des partis par le pouvoir, si elle venait à se produire, une absorption par lui des syndicats conduirait à une situation de fait caractéristique des régimes d'autorité ».

Position de la F.E.N.

APRES avoir rappelé que, déjà, en 1959, la F.E.N. avait considéré que répondre « oui » au premier référendum était un pari redoutable, Georges Lauré ajoute :

Prenez note...

A l'occasion des campagnes pour le référendum et les élections législatives, « Tribune Socialiste » éditera plusieurs numéros spéciaux. Nous demandons dès maintenant à nos camarades de prendre toutes dispositions nécessaires pour organiser la plus large diffusion possible.

Ils peuvent sans tarder passer leurs commandes pour le numéro 120 (premier numéro de la série axé sur le référendum) daté du 27 octobre.

« Ce pari, de très nombreux démocrates l'ont fait cependant sans songer que, croyant donner leur adhésion à un régime qui « concilierait la stabilité et l'autorité gouvernementales nécessaires » avec le « respect permanent de la volonté populaire », ils mêlaient leurs voix à ceux qui y voyaient une première étape vers le régime autoritaire de pouvoir personnel qu'appelaient de leurs vœux ceux qui avaient fait ou approuvé le 13 mai.

« Les quatre années que nous venons de vivre prouvent assez que nous avons raison de dire que la consultation n'était pas faite vraiment sur des principes et sur une Constitution, et qu'on invitait le peuple français à s'en remettre totalement à un homme.

« Aujourd'hui, le même peuple est sollicité de donner son accord à une révision constitutionnelle en une consultation dont la plupart des partis contestent la légalité en même temps qu'ils dénoncent le caractère antidémocratique de la réforme proposée. »

Après quelques remarques sur les aspects purement juridiques du conflit entre de Gaulle et le Parlement, Georges Lauré en vient à la question de fond.

« Il s'agit de savoir si la France considère que dans le monde actuel « où tout est si vital, si rude et si précipité », il n'y a pas de salut en dehors d'un régime de pouvoir personnel ; et nous devons reconnaître que, pour une fois, le général de Gaulle a exprimé sans équivoque sa conception de l'équilibre des pouvoirs dans un Etat démocratique.

« Aucun des groupements qui relèvent le défi n'ignore, ni que le pouvoir a pour lui cette procédure machiavélique du référendum qui n'est qu'un plébiscite pas même déguisé, ni le discrédit outré et donc injuste dont on accable — aux applaudissements des sots et des imprudents — l'ensemble des partis politiques et tous les corps ou institutions intermédiaires qui pourraient gêner l'homme providentiel, ni le très grand talent de ce dernier à flatter chaque Français et à exalter ses droits de citoyen dans le moment même où il se propose de l'en déposséder, ni les moyens modernes de diffusion dont le pouvoir s'est donné pratiquement le monopole et qui lui permettent un viol permanent des consciences. »

Passant enfin en revue les positions des divers partis politiques, Lauré fait ressortir l'isolement de l'U.N.R.

Toutefois la F.E.N. ne va pas jusqu'à recommander officiellement le « non » à ses adhérents comme au référendum de septembre 58.

Quant à la C.G.T., qui n'était évidemment pas invitée à la réunion de la S.F.I.O., sa Commission administrative a souligné « la volonté du chef de l'Etat de faire ratifier, accroître et perpétuer les pouvoirs exorbitants dont il dispose par voie de référendum, sous couvert d'élection au suffrage universel » et appelé à répondre « non » à l'aggravation de la Constitution de 1958 ».

Voilà pour les positions officielles des centrales. Il reste à savoir comment réagissent leurs militants, leurs adhérents et les travailleurs qu'elles influencent. Pour en avoir une idée, je suis allé interroger plusieurs responsables syndicaux appartenant à des organisations différentes.

Roger Bodeau (F.O.) : « Nous avons raison de dire « non » en 1958... »

ROGER BODEAU, secrétaire de la Fédération F.O. des cheminots, rappelle qu'en 1958 un certain nombre de militants de « Force Ouvrière », dont lui-même, ont été menacés de sanctions par leur organisation pour avoir préconisé le « non » à titre personnel au premier référendum. Il ajoute : « Sans vouloir insister sur ce point, nous pouvons dire en toute modestie que nous avons raison car plus encore que les défauts du texte constitutionnel, ce qui était en cause c'était le contexte politique aboutissant au pouvoir d'un homme. L'évolution intervenue depuis lors l'a bien montré... »

le «

« Actuellement deux fédérations de F.O. ont pris position pour le « non » : celle des Industries chimiques et celle des Services publics et de santé. Lors du récent Conseil national de la Fédération des Cheminots, certains camarades très liés à la S.F.I.O. ont proposé que la Fédération se prononce pour le « non ». Il y eut quelques avis contraires. Finalement une délégation a été envoyée auprès de la Confédération pour lui demander de soutenir le « non ». La commission exécutive fédérale doit en discuter.

En général, les militants semblent plutôt favorables au « non ». En ce qui concerne les adhérents, cela est plus difficile à dire. En tout cas, la situation économique et sociale n'est guère de nature à les inciter particulièrement à voter « non ». En ce qui concerne les travailleurs du secteur public, le gouvernement vient de faire des concessions préélectorales en matière de salaires qui, si elles ne règlent pas tous les problèmes, excluent les mouvements de grève d'envergure dans un avenir proche. »

Et Bodeau conclut par cette remarque : « Du moins les bien-pensants ne peuvent actuellement trouver prétexte dans l'agitation sociale à l'appel en faveur d'un « homme d'ordre... »

André Jeanson (C. F. T. C.) :

« De Gaulle veut donner l'impression que nous ne servons à rien... »

POUR André Jeanson, secrétaire confédéral de la C.F.T.C., le discours radiotélévisé du général de Gaulle a produit la plus mauvaise impression sur les corps intermédiaires nécessaires à l'exercice de la démocratie. Il déclare avec bonhomie : « Vous vous crevez pour faire votre travail de militant syndicaliste ou politique et l'on vous dit au fond que vous ne servez à rien. Ce sont des considérations de ce genre qui expliquent, par exemple, la prise de position d'un parti comme le M.R.P. »

Et André Jeanson me confirme que la C.F.T.C. s'est prononcée contre un pouvoir « de plus en plus personnel », sans pour autant recommander formellement à ses adhérents de voter « non ».

« En tout cas, nous ne pouvons pas prendre position sur le vide de la Constitution dénoncé par de vieux chevaux de retour avec un panache discutable. Cela n'est pas de notre compétence. »

Je lui fais observer que la centrale n'avait pas fait les mêmes réserves en 1958 sur le pouvoir personnel.

« C'est que nous n'étions pas fous, répond-il, nous sentions le courant... »

Je lui demande à quoi il attribue la montée de l'opposition depuis les précédents référendums qui étaient aussi des plébiscites. Il attribue cette évolution au fait que « l'Algérie était à l'arrière-plan de ces consultations, même en 1958 ».

Il me dit encore que les dirigeants de la C.F.T.C. ont recommandé à leurs militants de faire en sorte que l'organisation ne souffre pas d'une défaite éventuelle des « non ». Mais il ajoute avec un sourire : « Il y a défaite et défaite... »

Je demande aussi à André Jeanson s'il ne

penchent pour

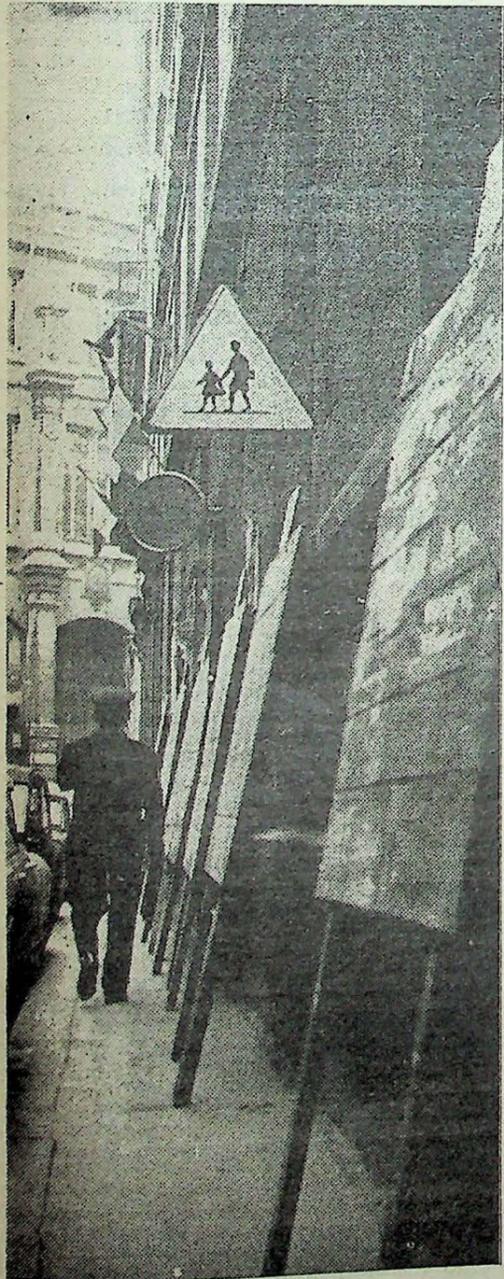
RÉFÉRENDUM

NON »

crain pas que l'idée d'une assemblée économique et sociale dotée de pouvoirs réels, à laquelle participeraient les syndicats — idée que vient de reprendre Eugène Descarps et à laquelle le P.S.U. souscrit pour sa part — ne risque pas d'être dénaturée par le régime actuel qui pourrait créer une sorte de Sénat corporatif, alors que l'Assemblée élue au suffrage universel verrait ses pouvoirs réduits à la plus simple expression.

Il me répond :

« L'essentiel est de sortir des vieux schémas institutionnels. Ceux qui ont des responsabilités d'ordre économique et social



(A.D.P.)

Depuis dimanche, la campagne du Référendum est ouverte officiellement.

doivent être admis à participer au pouvoir. Bien sûr, l'assemblée que nous préconisons ne saurait avoir purement et simplement un rôle législatif, mais à la limite elle pourrait avoir le droit de formuler des propositions de loi auprès du Parlement qui trancherait.

— Et si le pouvoir gaulliste dénature ce que cette conception a de valable...

— Il peut ne pas être le seul à la dénaturer... Dans ce cas, les syndicats ne reconnaissent plus leur enfant et le font savoir.

Autre question : « Pensez-vous que les problèmes économiques et sociaux tels qu'ils sont perçus par les travailleurs joueront un rôle dans cette consultation ? »

— Cela jouera peu. De Gaulle voulant s'adresser directement au peuple, c'est avant tout sa personnalité qui est en cause.

Et Jeanson pense que peut-être les travailleurs seront moins enclins à voter « non » que les citoyens appartenant aux classes moyennes, non seulement ceux qui, à gauche, sont sensibles au caractère plébiscitaire de la consultation, mais aussi ceux qui, influencés par *l'Aurore* et *le Figaro*, reprochent parfois à de Gaulle « la perte de l'Algérie ».

André Berthelot : « Les travailleurs nous comprendront mieux que précédemment... »

ANDRÉ BERTHELOT, secrétaire de l'U.G.F.F., membre du bureau confédéral de la C.G.T., souligne qu'il y a unanimité au sein de celui-ci pour préconiser le « non » au référendum. Et il précise : « Ce n'est pas la question de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel qui est posée dans l'abstrait. On pourrait en discuter si un véritable équilibre des pouvoirs, était assuré. Il s'agit, en fait, du renforcement du pouvoir personnel.

« En dépit de l'habileté avec laquelle la question est posée, les travailleurs comprendront mieux notre appel en faveur du « non » qu'au moment des deux premiers référendums. D'une part, la guerre d'Algérie est terminée ; d'autre part, la question soumise au suffrage est moins ambiguë ; enfin, le fait que tous les partis, à l'exception de l'U.N.R., se prononcent pour le « non » ne peut pas ne pas amener les citoyens à réfléchir. »

André Berthelot s'interroge : « Qu'a voulu de Gaulle ? Est-il obsédé à ce point par le souci d'assurer sa succession ? Se fait-il lui-même des illusions à force d'en répandre ? On a parlé du comte de Paris comme successeur... »

— C'est une plaisanterie. Il n'aurait aucune chance.

— Sans doute. Mais qui sait ce que pense de Gaulle ?

— Il aime à s'entourer de mystère. Voir *Le Fil de l'épée*...

André Berthelot pense que le prestige de de Gaulle va sortir atteint de cette consultation — quels que soient les résultats — et que, en tout cas, aux prochaines élections beaucoup de ses U.N.R. vont « flamber comme des allumettes » :

« Par ailleurs les partis qu'il veut discréditer vont sortir revigorés de cette épreuve de force. Je crois que de Gaulle a commis « une faute politique », comme l'a écrit *Le Monde*. A-t-il voulu dénoncer les difficultés ? Par exemple, il va lui falloir réviser le budget 1963 qui est un budget préélectoral. Il y aura d'amères surprises après les élections. Le coût de la force de frappe, en particulier, est écrasant pour le pays... »

Nous nous demandons quelle carte de Gaulle tient en réserve. Fera-t-il appel à l'armée blessée par la guerre d'Algérie mais peu à peu reprise en main grâce à la force de frappe et à l'alliance franco-allemande ?

Au contraire, les éléments les plus modérés, qui demandent de voter « non », se rapprocheront-ils de de Gaulle et des gaullistes au sein du futur Parlement ?

Je demande à André Berthelot s'il ne pense pas que l'absence de solution de remplacement précise au gaullisme, si le fait que les dirigeants les plus discrédités de la IV^e République ont aujourd'hui pris la tête de la propagande pour le « non », si tout

cela n'est pas de nature à faire hésiter la classe ouvrière à voter « non » :

« Il y aura des hésitations. Il est certain que les travailleurs n'ont guère eu à se louer de certains hommes dans le passé. Il n'y a pas clairement de perspective d'ouverture à gauche, l'anticommunisme subsiste. »

Je fais observer, qu'en ce qui concerne la division de la gauche, que nous sommes d'accord pour déplorer, les responsabilités sont, à mon avis, partagées entre mollétistes et communistes.

« Dans cette bataille du référendum, enchaîne André Berthelot, il y a comme toujours des éléments positifs et des éléments négatifs. Un élément négatif est aussi l'utilisation de la télévision par le pouvoir alors que celle-ci pouvait être un merveilleux instrument nouveau d'éducation. Enfin, cette bataille vaut la peine d'être livrée. »

Je demande à Berthelot si les questions économiques et sociales vont jouer un rôle dans cette consultation.

« Il y a dans la classe ouvrière, me dit-il, un mécontentement dû à la hausse des prix. Pour sa part, la C.G.T. insiste sur cet aspect des choses. Je pense que la situation économique et sociale influencera les résultats du scrutin de façon très diversifiée ; il y a les attentes aux droits syndicaux, notamment chez les fonctionnaires (par exemple, la réquisition des agents de la navigation aérienne), il y a les problèmes de conversion, les difficultés de tel ou tel secteur, ou de telle ou telle région qui peuvent peser sur les votes. »

En conclusion, André Berthelot souligne que c'est « le problème d'une véritable démocratie qui est posé ».

Nous en sommes bien persuadés. Et c'est parce que le gaullisme ne peut apporter de réponse satisfaisante à la crise de la démocratie bourgeoise, c'est parce qu'il est lui-même une caricature de démocratie que les syndicalistes multiplient les réserves ou les manifestations d'opposition.

Maurice Combes.

A NOS LECTEURS

Le Bureau national, unanime, après avoir pris connaissance du rapport de l'administration du journal, a décidé d'augmenter **TRIBUNE SOCIALISTE** de 20 CENTIMES (20 anciens francs).

Cette mesure s'est avérée nécessaire en raison des augmentations subies à l'imprimerie (papier, impression, salaires, charges sociales)... et des trop faibles progrès de la diffusion.

Si nous voulons que notre parti conserve son moyen d'expression le plus populaire, cet outil qui lui permet de pénétrer dans les milieux de sympathisants, si nous voulons que **TRIBUNE SOCIALISTE** paraisse régulièrement, améliore sa qualité, il faut que vous fassiez tous un très gros effort de diffusion.

C'est vous tous qui avez entre vos mains, l'avenir de **TRIBUNE SOCIALISTE**.

Jean ARTHUYS,

Chargé au Bureau National de l'Administration de **Tribune Socialiste**.

L'Armée et le plébiscite gaulliste

CES dernières semaines, de Gaulle vient de multiplier les occasions de montrer l'importance qu'il accorde au rôle de l'armée dans le pays. Il a présidé la « manœuvre de défense intérieure » d'Assas pour bien situer ce rôle : avant d'être capable de peser sur la stratégie militaire mondiale, l'armée, partiellement revenue d'Algérie, doit montrer qu'elle est de taille à faire respecter « l'ordre » en France. L'Armée doit se montrer, voilà la conclusion que de Gaulle a tirée devant les officiers de la manœuvre d'Assas.

Comme si elle ne se montrait pas assez depuis des années ! C'est elle qui l'a monté sur le pavois, et en somme c'est avec son appui qu'il veut maintenant organiser un plébiscite sous couvert d'une réforme de la Constitution. De Gaulle parle de la France et du peuple. Mais ce sont pour lui des abstractions. Les institutions réelles, le Parlement, les partis, les syndicats ne comptent pas à ses yeux. Ou, plutôt, une seule compte : c'est l'Armée.

25 % du budget

Il n'a pas oublié qu'en 1944 il est rentré en France pour en prendre la direction à la tête de l'armée. Depuis cette date, l'armée n'a cessé d'être sa préoccupation dominante. La guerre du Vietnam, puis la guerre d'Algérie ont entraîné une crise dans l'armée, frustrée des victoires coloniales que ses chefs attendaient encore, en dépit des temps nouveaux. Mais de Gaulle lui a patiemment fait comprendre que l'organisation nouvelle de l'Europe et du monde allait lui donner une possibilité d'intervention dans la vie politique et sociale beaucoup plus vaste et profonde que la direction des anciens peuples colonisés. Il n'a rallié les principaux cadres militaires aux accords d'Évian qu'en leur donnant la France en échange de l'Algérie.

A république « moderne », c'est-à-dire plébiscitaire et dictatoriale, armée « moderne » ! Dans le programme gaulliste, l'armée joue un rôle exceptionnellement important. Pas seulement matériellement, mais aussi idéologiquement spirituellement. Au fond, l'armée est la seule valeur, la seule armature que de Gaulle reconnaisse à la France, ou plus exactement à l'État.

Des journaux qui ne sont pas toujours bienveillants pour de Gaulle, comme le Monde, voient surtout le prétendu souci du président de la République de ramener les chefs militaires sous la coupe du pouvoir civil. Mais la vérité, c'est que pouvoir militaire et pouvoir civil se confondent, dans sa doctrine, avec le pouvoir d'État. Dans ces conditions, le président élu au suffrage universel pourrait peut-être tirer de son mode d'élection une nouvelle force, vis-à-vis de certains chefs militaires trop

entrepreneurs. Mais en réduisant en même temps la fonction du Parlement à presque rien, il donne à ces chefs, dans l'administration du pays, des possibilités d'intervention qu'ils n'avaient jamais eues dans le passé.

En somme, l'élection plébiscitaire du président de la République aura comme effet inévitable de renforcer

le poids de l'armée dans l'administration du pays est déjà énorme, et ne fait qu'augmenter. Récemment, le ministre des Armées, Messmer, admettait que les dépenses militaires constituaient environ 7 p. 100 du produit national brut, proportion qui d'après lui doit rester constante avec l'augmentation de ce produit d'environ 25 à 30 p. 100 au cours du IV^e Plan. La proportion dans le budget



« Ici, c'est un autre univers... »

les pouvoirs d'intervention de l'armée, c'est-à-dire du corps des officiers, pouvoirs qui sont déjà considérables bien qu'ils s'entourent de beaucoup de secret.

Le poids de l'armée dans l'administration politique, économique et so-

est beaucoup plus forte si l'on groupe toutes les dépenses qui ont trait à la vie de l'armée, soit de 20 à 25 p. 100.

La gestion de cette énorme masse de services, de productions et de consommations a entraîné la créa-

tion au ministère des Affaires économiques, sous la direction de Giscard d'Estaing, d'un centre spécial de coordination et de prévision. Ce centre est en train de devenir un véritable ministère économique de l'Armée, dont le rôle dans la vie économique est essentiel.

D'autre part, le ministère des Armées accentue sa pression sur l'Éducation nationale, par la préparation militaire, l'intervention dans les grandes écoles, la création de réseaux d'officiers orienteurs, le système de formation technique, les projets d'enseignement militaire à différents niveaux, etc.

Le ministère des Armées, avec ses prolongements dans tous les domaines, devient ainsi peu à peu la force administrative principale du pays, l'épine dorsale du régime gaulliste, dont de Gaulle voudrait assurer la pérennité après lui.

L'enjeu du plébiscite-référendum dépasse donc de beaucoup le caractère plus ou moins démocratique de l'élection du président de la République et le rôle futur du Parlement et des organismes économiques et sociaux. Il réside aussi dans le rôle que jouera l'armée dans le pays, sous le couvert d'un président qui se prévaudra de la délégation populaire pour lui accorder des pouvoirs croissants, qui sont aujourd'hui la menace essentielle vis-à-vis de la démocratie et du socialisme.

C'est pourquoi il ne faut pas trop tabler sur une ardente campagne pour le « non » de la part des ennemis de de Gaulle dans l'armée. Ce n'est pas par hasard qu'Argoud a annoncé officiellement qu'il suspendait le « tyrannicide » jusqu'au référendum... La victoire des « oui » serait encore de l'eau apportée au moulin de l'O.A.S. nouvelle manière, des cercles militaires décidés à tirer tout le parti possible de l'élection directe du président de la République.

Militarisation du pouvoir civil

Il est clair que, si la Constitution nouvelle était votée, toute la tactique des cercles militaires réactionnaires et « modernistes » consisterait ensuite à se débarrasser de de Gaulle trop « personnel », pour le faire remplacer par un homme qui deviendrait un instrument de l'armée. C'est le césarisme, plutôt que la monarchie, qui nous menace.

La prochaine élection du président serait alors prise en main par les cercles militaires, grâce à l'influence dont ils disposent dans tous les secteurs de la vie nationale. Par sa présence répétée dans toutes les manifestations militaires, de Gaulle leur ouvre la voie.

Le devoir de tous les socialistes et de tous les républicains est de comprendre cette situation. En s'opposant au pouvoir « personnel », nous nous opposons aussi aux entreprises des chefs militaires. Ce n'est pas seulement une question d'orientation de la stratégie militaire de la France qui est en cause. C'est un problème de pouvoir en France même, quelle que soit l'orientation stratégique.

Trop de gens ont tendance à ne voir que l'attitude du régime vis-à-vis des U.S.A. ou de l'U.R.S.S., les querelles de l'O.T.A.N., le resserrement des liens avec l'Allemagne fédérale, etc. Certains ne lui reprochent qu'une orientation « proallemande » (les communistes). D'autres critiquent son attitude vis-à-vis de l'O.T.A.N. et des U.S.A. (la S.F.I.O., les radicaux et les indépendants). Mais le fond de la question, c'est que de Gaulle veut assurer à l'armée, par sa fusion dans le pouvoir, la possibilité de mener la politique extérieure et intérieure conforme à ses intérêts parasitaires, quelle qu'elle soit.

Avec l'indépendance de l'Algérie, l'armée est obligée de chercher une nouvelle voie politique, comme de Gaulle lui-même. Se fera-t-elle dans le sens « européen », dans le sens « atlantique » ? La question est importante, mais secondaire. L'essentiel, c'est que, pour mener l'une ou l'autre politique, il lui faut s'assurer une mainmise sur l'État beaucoup plus étroite que par le passé.

De Gaulle lui passe le chemin. En s'opposant au plébiscite par un non massif, les travailleurs de France montreront qu'ils ne s'opposent pas seulement au pouvoir « personnel », mais aussi à toutes les forces réactionnaires qui veulent gouverner le pays à son abri.

J.-C. Barigel.

Pierre Naville.

L'ÉCOLE DU CRIME

LA « Grande » presse est enfin obligée de reconnaître ce que nous ne cessons de répéter depuis des années : la gangrène algérienne a pourri l'armée en profondeur. Aujourd'hui, ce qui se passe dans les Centres d'instruction parachutistes s'étale au grand jour, aux yeux étonnés du Français moyen.

Pour nous qui demeurons en contacts étroits avec le contingent, cela ne nous surprend guère. Bien sûr, il n'est pas question de généraliser : dans la majorité des unités de l'Armée de Terre, et a fortiori de l'Air, les brimades physiques demeurent l'exception et pour une raison bien simple : c'est que les appelés ne les supporteraient pas et sauraient se défendre soit individuellement (une bonne « trempe » ne fait jamais de mal à un gradé qui abuse), soit collectivement par une action concertée au niveau de la section ou de la compagnie. J'ai des exemples précis de ces deux types de riposte.

Ce qui me paraît le plus grave dans le cas des appelés du C.I. du 14^e Régiment de Chasseurs parachutistes (R.C.P.), c'est justement la passivité de ces jeunes. Faut-il qu'ils aient été conditionnés, abêtis pour ne plus même avoir de réflexes normaux de défense. Il n'y a pas « d'esprit para », il n'y a qu'un système de dressage sadique et c'est justement là le pro-

pre du nazisme : détruire systématiquement la personnalité du jeune pour en faire une machine à tuer, détruire systématiquement en lui toute trace d'humanité. Sont-ce là des hommes ? Alors donc quel homme responsable et libre accepterait de se trainer aux pieds d'un sous-officier abruti par quinze années de guerres coloniales, quel homme digne de ce nom accepterait de manger ses excréments ou de se livrer à un exhibitionnisme sexuel révoltant, pour ne pas dire plus. Ou est la virilité dans tout cela ? Alors qu'on nous fiche la paix avec l'esprit para et que l'on passe à la seule chose sérieuse : amputer le membre gangrené.

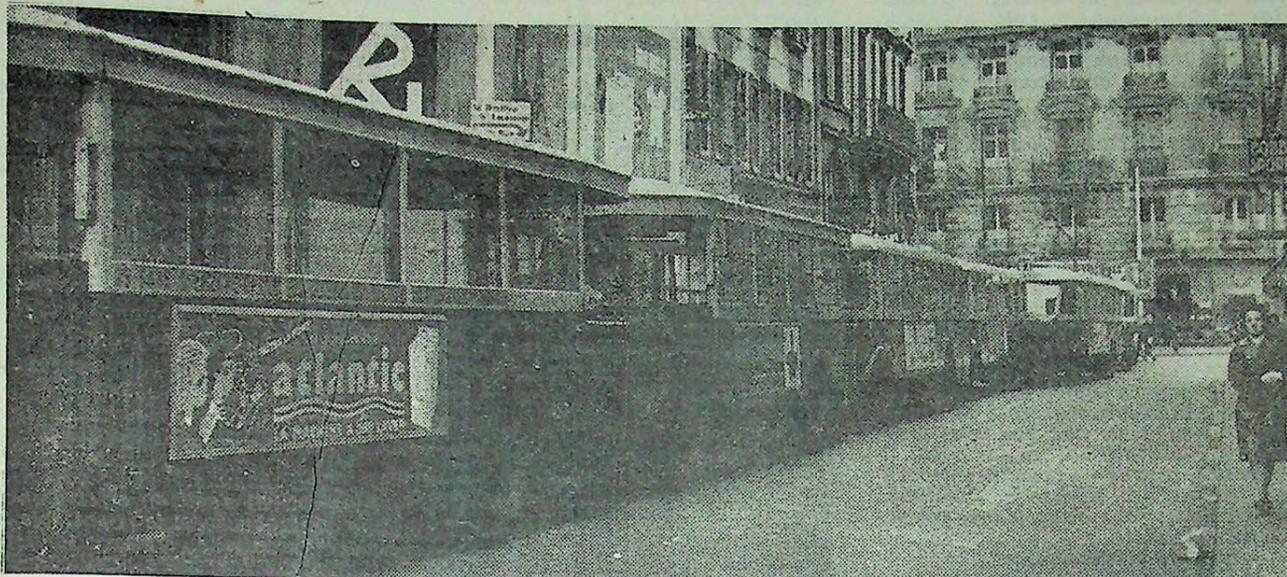
Laissons les bien-pensants et les petits bourgeois s'indigner que l'on touche à leur progéniture (ils auraient pu s'en apercevoir plus tôt, il est vrai que les « rats »...). Pour nous, nous savons que notre combat est avant tout politique, que le scandale de Toulouse ne résulte pas du hasard, mais de la pratique de quinze années de tortures et d'exactions de l'Indochine à l'Algérie.

En conséquence, nous exigeons immédiatement :

1) Le renvoi de l'Armée de tous les cadres du 14^e R.C.P., y compris les médecins militaires qui ont couvert ces actes par leur silence.

2) La dissolution du C.I. du 14^e

Les cadeaux préélectoraux... et leurs limites



Effervescence et grève-surprise à la R.A.T.P., surtout dans le domaine des autobus.

UNE tradition solide veut qu'à la veille d'élections, on accorde quelques satisfactions matérielles au bon peuple pour qu'il vote bien. Mais chacun sait que le régime pur et dur instauré en 1958 par de Gaulle, ses « compagnons » et leurs complices, ne saurait se contenter d'une démagogie mesurée. Là comme ailleurs il voit grand. Pensez donc. Nous allons avoir un plébiscite et des élections générales. Il faut être à la hauteur de la situation et d'entrouvrir opportunément la bourse de l'Etat et de faire danser la télévision...

« Du pain et des jeux... », comme disaient les Romains qui connaissaient les bonnes recettes du césarisme.

La Bretagne et le référendum

Nous avons parlé des manifestations bretonnes provoquées par la réforme tarifaire de la S.N.C.F. visant à rapprocher les tarifs marchandises des prix de revient afin d'assurer une meilleure coordination du rail et de la route. Eh bien ! le gouvernement a cédé dans une large mesure : il accorde un correctif de 15 p. 100 pour la plupart des produits en provenance ou à destination de la Bretagne. Et « Le Monde » nous apprend que les dirigeants du C.E.L.I.B. (comité des intérêts bretons) « reconnaissent eux-mêmes qu'ils étaient gênés de manier le bâton « référendum » pour faire avancer la discussion ». Un bâton rudement efficace auprès du pouvoir.

Mais si importantes que soient ces concessions elles ne règlent pas le problème du sous-développement régional de la Bretagne qui est avant tout une question d'investissements. En attendant, les transporteurs routiers sont mécontents et les départements déshérités du Sud-Ouest se demandent pourquoi ils ne bénéficient pas des mêmes avantages.

Du prix du lait au prix du bifteck

Les syndicats agricoles demandent qu'un triple « transfert de revenus » soit effectué par la collectivité en faveur des paysans : transferts par des investissements sélectifs, transferts sociaux. Les producteurs de lait en particulier revendiquent un relèvement du prix d'hiver fixé à 0,38 NF. Ils fondent un comité de vigilance et se déclarent prêts à passer à l'action notamment dans l'Est. Le gouvernement, qui repoussait il y a quelques semaines cette revendication, découvre maintenant qu'elle serait justifiée du fait que les crédits destinés au soutien du marché du lait ne sont pas utilisés dans leur totalité.

D'autre part, le gouvernement entend faire bénéficier les salariés et les exploitants agricoles des avantages de la Sécurité sociale. Quoi de plus normal, dira-t-on ? Bien sûr, mais il reste à régler la question du financement. Qu'à cela ne tienne. On prélèvera au bénéfice du régime agricole 100 milliards sur les recettes du régime général alimenté par les cotisations des salariés du commerce et de l'industrie...

Mais il ne suffit pas de donner satisfaction aux agriculteurs, il faut aussi se préoccuper du sort des consommateurs qui trouvent que le prix du bifteck est trop cher. Faute de rattraper le bœuf, le secrétaire

d'Etat au Commerce a eu un trait de génie : créer un réseau de correspondants du « télé-consommateur » qui, chaque jour, communiquent le résultat de leurs achats afin que ceux-ci, diffusés à la radio, à la télévision ou sur appel téléphonique permettent aux habitants de la capitale d'orienter leur consommation vers les produits les moins chers. Encore faut-il que les ménagères intéressées puissent identifier avec précision les morceaux qui leur sont présentés, ce qui est tout de même assez calé. D'où le cours qui a été donné récemment à une trentaine d'entre elles à l'Ecole supérieure des métiers de la viande où elles ont assisté à la découpe d'une demi-carrosse de bœuf. Mais lorsqu'il s'agira de morceaux découpés à l'avance, il leur sera difficile de ne pas donner leur langue au chat, c'est-à-dire de faire confiance à leur boucher. A quand la réforme des circuits de distribution et la création d'abattoirs modernes ?

Grèves pas mortes

En dépit des grèves qui avaient eu lieu avant les vacances le gouvernement avait repoussé à l'automne l'amélioration des salaires des travailleurs du secteur public. Et maintenant, à grand renfort de décisions unilatérales et de primes de productivité, il se résout à augmenter la rémunération des fonctionnaires et des agents des entreprises nationalisées.

Ces derniers sont-ils pour autant satisfaits ? Nul n'ignore que la S.N.C.F., le Gaz et l'Electricité de France, la R.A.T.P. ont tendance à perdre leurs meilleurs cadres et professionnels les plus qualifiés au profit du secteur privé. Or le gouvernement se refuse à chiffrer l'insuffisance des salaires du secteur public par rapport à ceux du privé, c'est ce que lui reprochent en particulier les syndicats de cheminots qui déclarent que le ministre Dussaulx a amusé le tapis pendant des mois pour éviter toute décision concrète. De leur côté, les agents de l'E.D.G.F. reprochent au gouvernement de ne pas respecter les dispositions de leurs statuts en matière de rémunération, de même que les mineurs qui, mécontents des dernières propositions gouvernementales, menacent de se mettre en grève. Quant aux fonctionnaires, ils se plaignent que des augmentations identiques en pourcentages à celles dont bénéficient les agents des entreprises nationalisées ne leur permettent pas de combler le retard qu'ils auraient sur ceux-ci.

Une certaine effervescence règne actuellement dans le secteur public : revendications de salaires formulées avec véhémence chez les employés de banque et le personnel de police, agitation dans les douanes, débrayages dans les tabacs, à la R.A.T.P. et chez les manutentionnaires parisiens des

P. et T. qui protestent toujours contre les mauvaises conditions de travail.

Des grèves éclatent également dans le secteur privé, en particulier en Loire-Atlantique ou le conflit des Forges de Basse-Indre rebondit à la suite de licenciement de la raffinerie de Donges où les ouvriers revendiquent la réduction de la durée hebdomadaire du travail de 48 à 46 heures ?

Sollicitude pour M. Smig

M. Pompidou, toujours ministre à part entière, a ouvert la session du Conseil supérieur du Plan consacrée à la confrontation des revenus.

Des chiffres déjà étudiés par la commission des comptes de la nation, il ressort que depuis 1956 les revenus qui ont le plus augmenté sont ceux des salariés (toutes catégories confondues, il est vrai, cadres moyens, ouvriers, employés) et ceux des exploitants agricoles. Or, ces derniers déplorent l'insuffisance de leurs revenus tandis que les salariés se plaignent de la hausse des prix.

En attendant d'y voir clair en ce qui concerne les revenus d'origine non-salariale, on publiera tout de même un livre blanc sur l'évolution des revenus. En tout cas, il ne pourrait être question pour les représentants syndicaux au sein de cet organisme académique de cautionner la politique du gouvernement en matière de salaires, ils ont au contraire insisté sur la libre discussion de ceux-ci. Le secrétaire d'Etat Grandval, « le gaulliste de gauche », a annoncé devant le Conseil l'augmentation du S.M.I.G., qui ne varierait plus seulement en fonction du coût de la vie mais devait suivre l'évolution du revenu national, sans toutefois servir de base à une augmentation générale des salaires. La Commission supérieure des Conventions collectives sera réunie prochainement pour en discuter, ainsi que de la diminution des abattements de zone dont on peut se demander dans quelle mesure elle sera effectuée dans le secteur privé. Faut-il ajouter que la liste des « cadeaux » pré-électoraux ne s'arrête pas là ? En plus de la majoration des allocations familiales qui a été décidée pour la fin de l'année, le gouvernement a déposé un projet de loi portant allègement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur de redevables disposant de faibles revenus. Plus de deux millions de bénéficiaires. Quant à la note à payer pour financer l'ensemble de ces mesures — plus la force de frappe — on en reparlera après les élections.

Comme notre confrère « Témoignage Chrétien », nous pensons « qu'en régime gaulliste, s'il n'y avait un référendum toutes les deux semaines, le S.M.I.G. monterait très vite ; c'est une affaire de logique politique, donc démagogie ».

M. C.

Pour le dernier carré

LE huit octobre, devant la chambre d'accusation de la Cour de Paris, notre camarade Pierre Stibbe faisait prévaloir son interprétation du décret du 22 mars 1962 portant amnistie de « toutes infractions commises avant le 20 mars 1962 en vue de participer ou d'apporter une aide directe ou indirecte à l'insurrection algérienne ».

Ainsi, il obtenait la libération de Pierre Clément, condamné à 10 ans de prison pour avoir filmé l'A.L.N. au combat. Ainsi il rendait impossible de ne pas amnistier à très bref délai Noël Favrelières : déserteur pour sauver la vie d'un prisonnier F.L.N. promis au « grand saut » du haut d'un hélicoptère.

Avec « l'arrêt Clément » est franchie une importante étape vers l'effacement des peines visant les Français qui menèrent le combat contre la guerre d'Algérie.

Mais le pouvoir gaulliste, qui, à défaut du sens de la vraie grandeur, possède au plus haut point celui de l'arbitraire, tarde encore à tirer les ultimes conséquences de sa défaite algérienne.

Contre toute logique, un dernier carré d'anticolonialistes français est maintenu en prison ou en exil.

Ceux qui, dans l'ombre ou au grand jour, ont soutenu le combat du peuple algérien pour son indépendance ne sont pas disposés à abandonner ces camarades. Si certains ont pu croire qu'à rester silencieux on hâterait une amnistie totale qui leur paraissait proche, ils sont de moins en moins nombreux. Des contacts ont été repris, une action s'organise. L'évidente absurdité du maintien de sanctions contre des Français qui ne furent que les « complices » d'Algériens aujourd'hui ministres ou députés, la proximité d'un nouveau référendum et de nouvelles élections ne pouvant manquer de lui donner de l'ampleur tant en France qu'à l'étranger.

Dans ce nouveau combat, amorcé par l'article de Pierre Vidal Naquet publié par Le Monde du 12 septembre, les militants du P.S.U. trouveront une nouvelle fois l'occasion de manifester avec dynamisme et fermeté contre le pouvoir gaulliste la toujours nécessaire solidarité anticolonialiste et antifasciste.

Albert Roux.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesgulche
71, rue des Saints-Pères
Paris (6^e)

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

JEUDI 25 OCTOBRE
à 21 heures
SALLE
DE LA MUTUALITE
Place St-Victor Paris-5^e

Claude BOURDET
Edouard DEPREUX
Gilles MARTINET
Jean POPEREN
Robert VERDIER

développeront la politique
du P.S.U.

Ligue des Droits de l'Homme

Le samedi 20 octobre 1962, à 16 h. 30, salle du théâtre Récamier, rue Récamier, Paris (7^e), le président de la Ligue des Droits de l'Homme, M. Daniel Mayer, parlera du référendum.

La réunion, organisée par les fédérations de la Seine de la Ligue des Droits de l'Homme et de la Ligue de l'Enseignement, sera présidée par M. Henri Faure, président de la Ligue de l'Enseignement.

Fédération du Calvados

Le secrétaire fédéral du Calvados devant quitter le département pour des raisons professionnelles, tout le courrier concernant le secrétariat fédéral doit être adressé au secrétaire fédéral adjoint.

Liou Bernard, 30, rue des Chanoines, Caen.

PETITES ANNONCES

● Jeune femme 30 ans, sérieuses références dans la régie d'hebdomadaires, ayant l'habitude des responsabilités, cherche poste direction commerciale. Ecrire T.S., 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e).

Vient de paraître :

SOCIALISME ET PLANIFICATION (1)
Eugène Deschamps,
François Lombard
n° 18 et 19 des « Cahiers du C.E.S. », l'ex. 2,40 NF.
Fiche de formation n° 9
Série : politique internationale : Le désarmement.

" VICTOR ou les enfants au pouvoir "

de Roger VITRAC

TENTATIVE de démoralisation de l'armée, crime de lèse-bourgeoisie, atteinte à l'honneur et même à la Légion d'honneur, maculation du drapeau sacré, machuration des péchés capitaux, voici quelques raisons de passer Roger Vitrac et son affreux Victor au poteau d'exécution de la postérité académique. Mais où sont nos liges patriotiques ? Que ne voient-elles cette honteuse exhibition sapant par la base et les deux bouts notre politique de grandeur ? Car, quoi, que montre-t-on au théâtre de l'Ambigu ? Sous les approximations des calembours et des coqs-à-l'âne, sous les halos des déclamations automatiques :

- un général (gâteaux et gâteau) mué soudain par la volonté d'un enfant méphistophélique en fringant coursier, à quatre pattes ;
- un mari, cocu, d'abord, fou ensuite, bourgeois toujours, sensible du Bazaine (Bazaine: maréchal de France, né... en, mais non pas mort à la guerre), s'identifiant à la papa, à la patrie, jusqu'à en mourir, accroché au rouleau à pâtisserie familiale, grand uniforme, bleu, blanc, rouge, voyez l'étendard ;
- un père bêtement mari ;
- et :
- une belle inconnue, Destin ou Mort, majestueuse ainsi qu'il sied, semant autour d'elle comme arbre, feuilles en automne, des pels perlés (une nymphe pétowoman, une déesse odoriférante) ;
- une gamine naïvement adolescente mais franchement pure ;
- surtout, le seul, le vrai Victor : un garçon de neuf ans, neuf ans seulement et déjà intelligent, très, trop, superbement, génial quoi, tant qu'il en mourra. Et il en meurt.

Plus qu'un canular

Voilà. Tout cela c'est la pièce de Roger Vitrac, créée en 1928 au théâtre Alfred-Jarry par Antonin Artaud, rejouée en 1946 par Michel de Ré, montée à Lyon en 1956 par Roger Planchon, présentée aujourd'hui à l'Ambigu. Elle est tout cela et plus encore. Une longue rêverie sur l'enfance, l'enfance-conscience promenant son regard surpris sur les deux visages de la bourgeoisie de 1900. Une pochade burlesque où le comique des mots détruit le comique des situations. Un conte à dormir debout dans lequel les personnages entretiennent des relations de somnambules. Et puis une œuvre d'avant l'avant-garde.

Mieux que Ionesco-mécanique, Audiberti-gratuit. Un pamphlet bien ajusté, un coin surréaliste dans l'arbre cartésien de la suffisance bourgeoise. Sous des apparences d'incohérence, cette œuvre vieille de plusieurs dizaines d'années réaffirme sa jeunesse. On est stupéfié de sa vitalité, de son ampleur. Toutes les images, tous les procédés avec lesquels le « nouveau » théâtre avait construit sa forteresse-tour d'ivoire depuis la Libération, toutes les directions, Roger Vitrac les pressentait dans Victor ou les enfants au pouvoir. On imagine quelle put être l'admiration de Breton pour son auteur (avant son excommunication du mouvement surréaliste et avant aussi, disons-le, que Vitrac

n'écrive d'autres œuvres plus élégantes, mais moins acides). Car la filiation est évidente.

La fable est anodine. Une fête familiale doit marquer le neuvième anniversaire du cher petit prodige Victor. Mais Victor brise l'un des deux vases du salon, celui que le papa nommait, pour s'amuser du petit, l'œuf du cheval, le coco du dada. Le monde de la naïveté, de la pureté éclate. Victor va désormais mener le jeu superbement. L'enfant-enfant cède la place à l'enfant-adulte. Mais celui-là, ni véritablement adulte, ni enfant, dévoile le jeu truqué des « grands ». Il continuera de leur présenter l'écorce naïve qu'ils ont faite pour lui, derrière laquelle il va manipuler leurs relations. Son apparence de pureté détruira leur monde ordonné.

Drame bourgeois ?

Vitrac nommait sa pièce drame bourgeois. Il s'agit en effet d'un drame et la bourgeoisie tient bien la place essentielle. Mais cette définition cache la réalité de Victor-Fantasmagorie, évocation merveilleuse, féérique, poétique ; c'est « L'Oiseau bleu » avec un zeste de Georges Darien, du théâtre sans carcan. Et Jean Anouilh a réglé la mise en scène. Etonnement ! Le Jean Anouilh qui, le Jean Anouilh de ? Celui-là, ou un autre, en tout cas l'Anouilh reconnaissant en Vitrac son maître décisif. L'admiration est celle du jeune Anouilh, mais la mise en scène de « Victor » du roué technicien. Elle tire trop vers le comique : effets appuyés, rythme rapide. Comme si l'on avait peur d'avancer sur un terrain menaçant et qu'on y court donc pour abrégier l'épreuve. D'où le risque d'un malentendu : ne voir dans ce spectacle que la pochade. Claude Rich, par exemple, a surmonté son épreuve : il donne au rôle impossible du garçonnet précoce une vie telle qu'on en oublie l'âge et cela est vrai aussi pour sa petite compagne Esther (Uta Teager) Monique Mélinand, Alain Mottet, Deschamps, collent aussi à leur personnage et le décor lunaire modern-style de Jacques Noël, situe juste la nature curieuse du propos. Spectacle à voir, pièce à lire. Il en reste quelque chose d'émou et l'on n'a cessé de rire.

Emile Copferman.



Victor ou les pleins pouvoirs (Victor : Claude Rich, le général : Hubert Deschamps).

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de VICTOR HUGO

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
Magnifique volume (COMBAT) ... la dernière merveille (L'EXPRESS)... inépuisable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)... un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français, CLAUDE ROY (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (La Librairie-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : LES ROMANS

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple Les Misérables, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage

pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)
13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements)
PRIX de souscription immédiate pour LES ROMANS COMPLÈTS (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

BON à adresser à la Librairie-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7^e. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 ♦ 3 ♦ 10 versements.
2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librairie-Pilote ♦ chèque bancaire ♦ 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 ♦ 3 ♦ 8 versements.

Nom Profession
Adresse
N° C.C.P. ou bancaire :

Signature :

Le Meilleur Combat

de Amar Ouzegane

VOICI un livre (1) qui attire l'intérêt, à cause de l'itinéraire de son auteur. Ouzegane, premier secrétaire du P.C. algérien, militant syndicaliste, député en 1945 à l'Assemblée constituante française, fut exclu du P.C.A. en 1948 pour nationalisme; depuis, il passe pour l'une des « têtes pensantes » du F.L.N.; dans les derniers événements, les journaux le présentaient comme l'un des plus écoutés conseillers de Ben Bella. Il est actuellement ministre de l'Agriculture.

Autre motif d'intérêt: le livre est une polémique avec un article du *Kommunist*, de Moscou — article du secrétaire du P.C.A., publié en novembre 1960.

Toutefois, ces caractères attirants ne tiennent pas leur promesse. Certes, le livre d'Amar Ouzegane est écrit de manière plaisante, bien que parfois difficile à suivre: l'abondance des citations arabes, la culture musulmane dont il est imbibé, lui donnent une physionomie particulière. Et pour ceux qui ignorent la polémique entre le communisme et le mouvement nationaliste algérien, ainsi que l'histoire de ce nationalisme, le livre d'Ouzegane peut être utile.

Mais nous ne sommes pas là en présence d'un « affrontement » de doctrines; il ne s'agit pas, dans *Le Meilleur Combat*, d'une critique du marxisme, de l'opposition d'autre chose... La polémique reste au plan de l'histoire presque anecdotique; ce n'est certes pas nier son intérêt, et il est bon de ressortir les textes passés, trop vite oubliés. Mais peut-être un livre, pour ce faire, est-il une arme assez lourde.

P.-L. Th.

(1) Julliard.

Les Chemins détournés

de Jean Clair

IL s'agit de la simple évocation d'un souvenir amoureux, évocation traitée sur le mode poétique, bien que cet ouvrage (1) se dénomme « récit ». Voix masculine et voix féminine alternent dans ce périple. Jean Clair cisele de très longues phrases, qui épousent le rythme du souvenir, et qu'on aimerait entendre psalmodier à mi-voix; si les descriptions, les re-créations sont minutieuses, elles n'ont jamais cette sécheresse qui gâte parfois les inventaires du « nouveau roman ». C'est, en effet, au romantisme que s'apparente surtout sa démarche; cette évocation a un caractère à la fois lyrique, pudique et irréel qui lui donne un charme un rien suranné, mais très personnel et assez peu commun dans la jeune littérature. (Jean Clair, dit la « prière d'insérer », est né en 1940.)

P.-L. Th.

(1) Gallimard.

Afrika Blues

par Xavier Grall

MANIANT le pavé de l'ours avec brio, la « prière d'insérer » affirme que Xavier Grall est « le premier à avoir élevé le drame algérien aux dimensions, dépouillées et graves, d'une tragédie grecque et d'un poème universel ». Il s'agit de bien moins: d'un roman (1) comme il nous en attend encore beaucoup, sans doute, où se côtoient sous le ciel algérien-si-particulier, le lieutenant venu de métropole, le rebelle, le colon, sa femme, le petit pied-noir raciste, etc. Variations sur les sentiments qu'éprouvent les gens les uns envers les autres, priorité accordée aux motivations irrationnelles et poétiques, bavardages sans fin. On s'y aime et on s'y étripe comme dans mille autres romans qui ne se passent pas en Algérie.

Je ne sais pas s'il est impossible ou non d'écrire aujourd'hui un roman où l'on inviterait à « comprendre » également le militant algérien, l'officier tortionnaire, le colon féodal, etc. Le recul du temps manque encore, et une telle tâche, à la supposer possible, demanderait un immense talent, et une méfiance des clichés. Deux qualités que ne possède pas Xavier Grall: il a pour lui une écriture agréable et l'absence d'ennui. C'est peu.

P.-L. Th.

(1) Oulmann-Lévy.

Le Jour le plus long

de Darryl F. ZANUCK



LE débarquement, non pas comme si vous y étiez, mais comme vous aimez vous l'imaginer. Des chefs et des soldats qui ont l'attitude virile, sensible ou amusée qui convient. Des soldats qui tombent dans des poses nobles. Aucune blessure repoussante à contempler. Chaque fois, la bonne réplique qui clôt la séquence.

Si vous cherchez un bon film à grand spectacle, celui-ci est parfaitement au point, fini comme une voi-

ture américaine, jamais ennuyeux, toujours bien réalisé et joué, et enthousiasmant comme une bonne bande dessinée. Ceci dit, les bons films sur la guerre (Cote 465, *Le Cirque infernal*, *Attaque...* pour ne citer que quelques américains) c'est une autre catégorie. Ici, c'est plutôt le rayon Canons de Navarone. Ce qui n'est nullement, d'ailleurs, méprisable.

Marcel Ranchal.

Éducation

Sentimentale

de A. ASTRUC

FILM de calligraphie, *Éducation Sentimentale* ne pourrait être qu'une géométrie de l'espace cinématographique, un agencement précieux de belles images. Il serait par là très décevant.

Il le serait d'autant plus que l'auteur, rayant d'un trait le contexte historique du roman de Flaubert (*la Révolution de 1848*), a fait un film que nous propose, après tant d'autres, la peinture de l'univers bourgeois actuel.

Or il se trouve que ces deux facteurs (beauté formelle et bourgeoisie) justificatifs de l'ordre régnant, soient constamment mis en question par la révélation de leur inauthenticité. Astruc par là rejoint Flaubert en dénonçant le bovarysme qui ronge les activités humaines à tous les échelons de la société. Frédéric arrache à chacun les masques que celle-ci a façonnés. A travers son innocence, il recompose un monde où la femme n'est pas l'objet prostitué d'un univers mécanisé qui se dit stable.

Son éducation amère lui prouvera (entre autres) que le capitalisme a donné naissance à une classe d'esclaves surpayés et soumis à la puissance aléatoire de l'argent — que ce capitalisme a façonné une conduite sentimentale faussée par les valeurs bourgeoises, et que la simple passion individuelle suffit à écrouler... pour un temps seulement, car Frédéric se retrouve seul en ayant connu un instant l'illusion des sentiments libérés de leur aliénéation.

La morale est la même que pour *la Proie pour l'Ombre*: l'authenticité est vaine dans un monde qui cache sa pourriture et son ennui par le mensonge, l'adultère, l'angoisse, les lieux communs.

En ce sens, *Éducation Sentimentale* pourrait être aussi « dictionnaire des idées reçues » du cinéma actuel.

Pierre Uytterhoeven.

Octobre à Paris et le cinéma parallèle

MARDI 9 octobre, la police saisisait, au Ciné-Club Action, la copie du film *Octobre à Paris*, à l'issue de la projection qu'avait organisée ce ciné-club.

Nous ne savons pas encore quelles sont les conséquences pour le ciné-club de cette saisie. D'ores et déjà, elle représente pour le Comité Maurice-Audin et pour Vérité-Liberté une perte nette sensible. Ce n'est pas, heureusement, la seule copie existante... Rappelons, pour les gens que cela pourrait intéresser, que le Comité Maurice-Audin siège 12, rue du Pré-aux-Clercs, Paris-7^e et que son C.C.P. est Paris 12.557-22.

Nous évoquions, il y a quinze jours, le « cinéma parallèle » à propos de *Octobre à Paris*. L'expérience du mardi 9 est instructive à ce propos: la séance avait été annoncée ouvertement, il y avait eu un insérer dans *l'Humanité*, le ciné-club refusa du monde tant la salle était comble. Et la police n'a pas empêché la projection: seulement, la copie a été saisie après. Si le ciné-club organisateur se voit pénalisé, il est à espérer que cette attaque à la liberté d'expression déclenchera un mouvement de protestation et de solidarité matérielle parmi tous ceux qui espèrent un cinéma libre. Par ailleurs, il est bien évident que le « cinéma parallèle » n'a que très exceptionnellement besoin d'une

publicité préalable aussi précise que celle qui a précédé la projection du 9 octobre.

Après le 9 octobre, après la saisie de la copie d'*Octobre à Paris*, arrivée comme pour un anniversaire, la situation reste claire: si le public veut vraiment un cinéma libre, il l'aura en s'organisant.

Marcel Ranchal.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 16 au 23 Octobre

A TRAVERS LE MIROIR (V. O.)

STUDIO 43 43, Fg. Montmartre PROvence 63-40

Semaine du 17 au 23 Octobre 62 :

La garçonnière de Billy Wilder en V.O.

Au même programme : Les consorts de Laurel et Hardy en V.O. Permanent tous les jours de 14 à 24 h.



L'ARABIE HEUREUSE : UNE NOUVELLE REPUBLIQUE

LE YÉMEN

La vraie révolution ?

Le mercredi 26 septembre, un putsch renversait la monarchie au Yémen. Le lendemain, Radio-Sana annonçait : « Des unités de blindés et de chars, agissant sur ordre du haut commandement militaire, ont encerclé le palais royal et ont demandé au dictateur tyrannique de se rendre. Sur son refus, l'artillerie a ouvert le feu sur le palais... Le lendemain matin, la monarchie s'était effondrée. Le tyran était mort, écrasé sous les débris de son palais. Ses collaborateurs et les réactionnaires, ennemis du peuple, ont été aussitôt appréhendés. » Le tyran, c'était l'imam Badr. Le libérateur, qui instaurait la république, le lieutenant-colonel Adullah el Sallal.

Bien des lecteurs ont dû se jeter sur leur atlas et leur encyclopédie. Qui connaît ce pays où les non-musulmans ne peuvent pénétrer ? Où très récemment encore les ambassadeurs étrangers devaient résider hors des frontières, à Aden, Djibouti, Djedda ou au Caire ? Sur la carte, c'est l'angle sud-ouest de l'Arabie, un triangle qui couvre 100.000 km² environ, baigné à l'Ouest par la mer Rouge et bordé à l'Est par le désert. Au centre du triangle, la capitale, Sana. Sur la côte, deux ports, Moka et Hodeïda. Un voisin de taille : l'Angleterre qui règne sur le protectorat d'Aden, à l'extrême pointe du triangle et de la péninsule.

Ceci dit, vous n'êtes guère plus avancé. Qu'est-ce que le Yémen ? « Un pays qui marche à grands pas vers le XIV^e siècle », nous disait en 1955 l'ambassadeur d'Allemagne qui résidait alors au Caire, rentrant de sa mission annuelle à Sana. Et les Yéménites ? Car si nous ne pouvions aller au Yémen, bien peu de Yéménites sortaient de leur pays. Pourtant, un jour qu'une conférence afro-asiatique réunissait au Caire de nombreux invités des deux continents, nous aperçûmes parmi les délégations, déambulant dans les salons du Sémiramis, un joli jeune homme, un enfant presque, long vêtement noir, turban blanc et poignard d'argent recourbé, le « jambia », sur la hanche. C'était le prince X... 14 ans, ministre des Finances...

Plus récemment, en 1961, à la conférence des pays non-alignés à Belgrade, le représentant du Yémen eut l'occasion de se faire remarquer. C'était le prince Hassan, l'actuel prétendant au trône, que l'imam Badr avait expédié à l'O.N.U. pour se débarrasser de lui. A Belgrade, où il représentait le Yémen — chaque chef de délégation présidait une session à tour de rôle — petit, le visage blanc couvert d'une barbe, caftan noir et poignard d'argent, Seyful Islam el Hassan s'assit à la présidence. Mais ce fut un rire général qui secoua les boubous des grands Africains lorsqu'on s'aperçut que le prince ne savait pas se servir d'un micro.

Enfin, c'est en Israël que nous avons rencontré quelques-uns des 50.000 Juifs yéménites transportés par le « tapis magique » après la guerre de Palestine de 1948. Nous y reviendrons. Les femmes se distinguaient encore par leurs robes brodées, et les hommes par le travail de filigrane dont ils ont le secret.

L'Arabia Felix

Bien peu d'Européens avaient pu séjourner au Yémen. En France, une femme médecin, Claudie Fayen, qui y passa deux ans et publia un livre : « J'étais médecin au Yémen ». Mais tout ce que l'Occident connaissait du Yémen, il le tenait d'un diplomate italien, personnage de légende, lui aussi, que nous avons rencontré au Caire. Son histoire, c'est celle de « L'Enlèvement au sérail ». Capitaine de cavalerie pendant la guerre d'Éthiopie, il fut fait prisonnier et s'évada. Il échoua sur la côte d'en face, au Yémen. Là on s'apprêtait à lui faire subir un supplice courant et fort désagréable quand l'imam demanda à le voir. Il se prit d'amitié pour lui et le garda plusieurs années auprès de lui comme conseiller. Avec sa verve italienne, notre diplomate nous conta mille anecdotes sur la cour et le palais, et cela ressemblait à une chanson de geste pleine de créneaux, de forteresses, de vertes montagnes et de sang...

Dans le grand public, on ne connaît guère du Yémen que le café moka, encore qu'on ne sache guère que Moka est un port yéménite... Les Ptolémées et les anciens géographes, grecs et romains, l'appelaient Arabia Felix, Arabie Heureuse. Les pentes vertes des montagnes peuvent expliquer ce nom. Les Arabes disent Yemen, littéralement « à droite » par rapport à Alexandrie où enseignaient les historiens arabes.

Géographiquement, le pays se décompose en trois bandes parallèles à la mer Rouge : le littoral corallin avec quelques îles : les Kamarâm, soumis aux moussons. Une chaîne côtière de 1.200 m, d'altitude moyenne, cultivée en terrasses, traversée d'un système complexe d'ouadis encaissés (cours d'eau), et fécondée par les pluies en avril et en septembre. C'est cette région que le diplomate italien nous décrivait comme un paradis de verdure et de beauté. Des paysans sédentaires très pauvres y vivent et travaillent la terre comme aux premiers siècles de notre ère. C'est l'Arabia Felix des historiens. Des « villes perchées » la peuplent : forteresses de pierre aux rues dallées, entourées de murailles. La plus fameuse, Ta'iz, fut autrefois une grande cité. Manakha, qui produit le meilleur café du Yémen (exporté par Moka). Au centre du pays, la capitale Sana est construite sur le bord ouest de la crête de la montagne, à plus de 2.000 m. Une route, qui suit un ouadi, serpente jusqu'à la côte jusqu'au port de Hodeïda. Sana, la fortifiée, fut construite par les conquérants abyssins en 525. Ils y élevèrent une église fameuse qui fut détruite deux siècles plus tard par les Turcs.

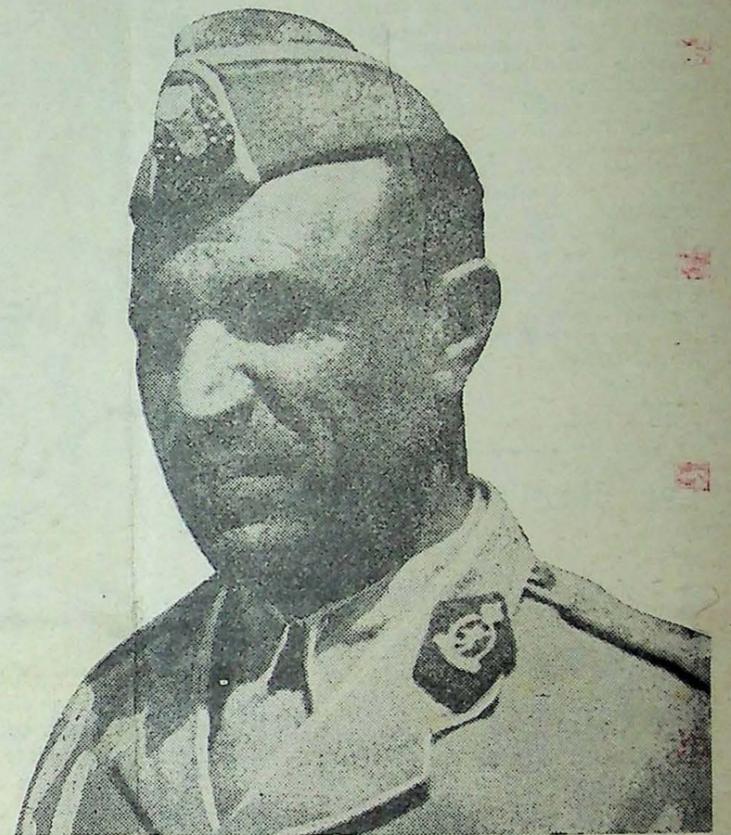
Les Turcs, en effet, occupèrent deux fois le Yémen : de 1517 à 1630 et de 1872 à 1918. L'histoire du Yémen, ce n'est pas seulement la lutte des habitants de l'Arabie Heureuse contre les envahisseurs abyssins ou turcs, mais encore et surtout entre tribus, entre familles, souvent de rites religieux différents. L'unité ne fut faite qu'en 1934 par le traité signé entre la Grande-Bretagne et les Indes, reconnu par les Turcs et l'Arabie Séoudite et qui faisait du Yémen un pays indépendant. L'imam zeïdite Yahia Ibn Mohammed Ibn Hamid ed Dine, proclamé roi en 1904, avait fait de Sana sa capitale.

Les révolutions de palais

Le système médiéval n'était pas sans faille. L'histoire du Yémen est pleine de haines et de luttes, de révolutions de palais qui opposaient les deux grandes familles : Hamid ed Dine, celle de l'imam Yahia, proclamé roi en 1904 avec l'aide des Anglais pour s'être battu contre les Turcs, et la famille Al Wazir. Ce monarque absolu, esclavagiste et cruel, avait pourtant signé des traités avec l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, et ouvert — prudemment — ses portes aux représentants diplomatiques. Mais la structure intérieure n'en avait pas changé pour autant : tribale et patriarcale sous la domination toute puissante de l'imam, chef religieux. Ce potentat régna quarante ans. Pourtant une crise secoua son règne en 1935, et la couronne faillit passer à l'autre famille. Mais ce n'est qu'en 1948 que Yahia est assassiné avec plusieurs de ses proches. Un de ses vizirs et gendre, de la famille Wazir, se fait proclamer roi par les Oulémas. Mais cela n'est pas au goût du roi Séoud qui deux mois plus tard réinstalle sur le trône l'émir Ahmed, fils de l'imam Yahia, avec la bénédiction des mêmes Oulémas.

Nouveaux troubles en 1955 : deux frères du roi, Abdallah et Abbas, organisent un coup d'Etat. Ils échouent. Ils seront décapités ainsi que quelques autres. Il faudra vingt-deux coups d'épée pour que la tête d'Abdallah roule à terre, sur la place publique. En mars 1961, nouvel attentat auquel il échappe. Il meurt un an plus tard, et le 17 septembre, son fils, l'émir Badr est proclamé roi.

Huit jours plus tard, le jeune roi disparaissait sous les débris de son palais fortifié, pilonné par l'artillerie de l'armée insurgée. On apprenait quelques jours plus tard que, blessé, il avait réussi à se réfugier en Arabie Séoudite. Le colonel el Sallal, qui prend le pouvoir, n'est pas un inconnu au Moyen-Orient. Il avait fait ses études militaires à Bagdad et admirait les nazis. Il avait déjà pris part au coup d'Etat de 1948 et fut condamné à sept ans de prison. Ensuite, il avait été envoyé en exil à Hodeïda, sur la mer Rouge. C'est tout récemment que l'imam Badr le rappelait à Sana, et le nommait commandant en chef des forces armées. En 1959 déjà, lors d'un soulèvement militaire, alors que Badr n'était encore que ministre de la



(Keystone.)

Le premier yéménite : le général Adullah Al Sallal.

Défense nationale, il l'avait désigné au conseil supérieur de la Défense qu'il présidait. Badr avait de l'amitié pour cet officier réformiste. Lui-même, en montant sur le trône, avait proclamé son intention d'instaurer « un régime moderne, sur le modèle des nations évoluées », une monarchie constitutionnelle avec un parlement en partie élu. L'imam Badr voulait faire de ses 20.000 hommes une armée moderne et il venait d'acheter des armes à Moscou, Irnie du sort : ce sont ces chars tout neufs qui ont encerclé sa forteresse, et réduit son palais en cendres.

Depuis lors, les bruits les plus contradictoires circulent sur la junte qui a proclamé la république. Elle a constitué un gouvernement, un « conseil de la Révolution », tout comme les officiers libres au Caire en 1952, et un « conseil présidentiel ». Elle a défini sa politique extérieure par le « neutralisme positif et le non-alignement », ce qui ne va pas sans rappeler certaines choses... Il est bien certain que les sympathies du colonel el Sallal vont au colonel Nasser, quoique le rais ait signé en 1958 un traité d'union avec le roi du Yémen dans le cadre de la République arabe unie. Les nouvelles du Caire annonçant un lâcher de parachutistes sur Sana sont probablement fantaisistes. Mais Nasser ne perdra certainement pas l'occasion de s'introduire dans la péninsule arabique, face à son vieil ennemi le roi Séoud et au nez et à la barbe des Anglais d'Aden.

La résistance ? On dit que Badr n'est pas mort et erre dans les montagnes. Que le prétendant au trône, neveu du vieil imam Ahmed — celui-là dont il se méfiait et qu'il avait expédié à l'O.N.U. — réunirait des tribus dans le Nord. C'est l'homme au micro de Belgrade. Tout cela ne semble pas très sérieux et ne repose en tout cas sur aucune information raisonnable. On sait qu'aucun journaliste étranger ne se trouve à Sana.

Un grand espoir...

Par contre, on a pu voir des témoins oculaires. Tel ce Libanais Tarsissi qui fut pendant dix ans le représentant du Liban à Beyrouth. Au moment du coup d'Etat, il était conseiller du colonel Sallal. Arrivé récemment à Beyrouth, il a raconté comment, en une seule nuit, un peuple condamné à l'esclavage avait vu naître une république moderne. Il raconta l'effondrement du palais encerclé par quinze chars, la résistance de la garde jusqu'au matin, et la mort de l'imam sous les ruines. Comme on lui posait des questions sur la résistance du prétendant Hassan, il affirma que l'écrasante majorité des tribus avait rallié la révolution. D'autres témoins affirment que le peuple est en délire. Il n'est pas pensable que le prince Hassan, même s'il parvenait à Sana, monte sur le trône. La monarchie était trop impopulaire. La situation est irréversible. On ne retourne pas à l'esclavage.

Aden et Ryad...

Partout, sur le protectorat d'Aden, flottent des drapeaux yéménites. La révolution militaire ne laisse pas d'inquiéter les Britanniques. On peut prévoir sans se tromper qu'il y aura là encore une « bataille de l'évacuation ». Quant au roi Séoud, il voit s'effondrer un monarque qui lui ressemble en bien des points. Le jeune roi Hussein de Jordanie, soutenu par les Britanniques, se maintiendra. Mais que deviendra le trône de Ryad ? Et Nasser, souriant, voit s'élargir son champ d'action.

Simonne Lacouture.